



**Schéma Départemental
de Développement
Commercial de
l'Ariège**

S O M M A I R E

Partie 1	Contexte législatif
Partie 2	Un Schéma de Développement Commercial départemental
2.1	Périmètre
2.2	Méthodologie d 'élaboration
Partie 3	Environnement socio-économique
3.1	Evolution démographique
3.2	Emploi Chômage
3.3	Infrastructures routières / Transport / Logement
3.4	Activités Industrielles
3.5	Activités Agricoles
3.6	Activités Artisanales
3.7	Activités Commerciales et de Services
3.8	Activités Touristiques
3.9	Organisation Administrative
3.10	Plan Haut Débit du Département
Partie 4	Diagnostic de l'Offre et de la Demande commerciale
4.1	L 'Offre commerciale et de services
4.1.1	Appareil commercial et de services
4.1.2	Grande Distribution
4.1.3	Pôles Commerciaux ariégeois
4.1.4	Commerces et Services en Zone Rurale
4.1.5	Desserte alimentaire des communes rurales
4.1.6	Foires et Marchés
4.1.7	Opérations de Revitalisation Commerciale (OMPCA)
4.1.8	Offre hôtelière
4.1.9	Cinémas
4.2	La Demande Commerciale

S O M M A I R E (suite)

Partie 5	Analyse Prospective
5.1	ARIEGE 2020
5.2	Commerce et Territoire : un enjeu de société
5.3	Divers constats et Evolutions prévisibles de l'offre
Partie 6	Conclusions et Orientations en matière de développement commercial

Partie 1

Contexte Législatif

La Loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'Orientation du Commerce et de l'Artisanat, après avoir été modifiée par la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce, vise à mieux maîtriser l'expansion de la grande distribution tout en recherchant un meilleur équilibre entre toutes les formes de commerces, en vue d'une meilleure satisfaction des besoins des consommateurs.

Pour atteindre ces objectifs, le législateur a créé des commissions départementales d'équipement commercial (CDEC) qui statuent sur les demandes d'ouvertures de grandes surfaces dans le respect de l'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et de la qualité de l'urbanisme, afin de contribuer au maintien des activités dans les zones rurales et de montagne ainsi qu'au rééquilibrage des agglomérations par le développement des activités en centre-ville et dans les zones de redynamisation urbaine.

Il a par ailleurs prévu l'instauration des Schémas de Développement Commercial (SDC) dont les modalités d'élaboration et de publicité ont été définies par le décret n° 2002-1369 du 20 novembre 2002.

Définition du SDC

Le Schéma de Développement Commercial est un document qui rassemble les informations disponibles sur l'activité commerciale et son environnement économique. Il comporte une analyse prospective qui indique les orientations en matière de développement commercial et les secteurs d'activités commerciales à privilégier.

Elaboré et approuvé par l'Observatoire Départemental d'Equipement Commercial (ODEC), il doit respecter les orientations définies à l'article L 720-1 du code du commerce, à savoir :

- Respect de l'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement, de la qualité de l'urbanisme
- Contribution à la modernisation des équipements commerciaux, à leur adaptation, à l'évolution des modes de consommation et des techniques de commercialisation, au confort d'achat du consommateur et à l'amélioration des conditions de travail des salariés.

Il doit être compatible avec les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et les Schémas de Développement Commercial des départements voisins.

Partie 2

SCHEMA DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Périmètre et Méthodologie d 'élaboration

Rappel réunion ODEC du 1^{er} Avril 2003

La procédure d'élaboration du SDC de l'Ariège a été lancée lors de cette réunion, en convenant du périmètre et de la méthodologie d'élaboration.

2.1/ Périmètre

Lors de cette réunion de l'**Observatoire Départemental d'Equipement Commercial**, il fut décidé l'élaboration **d'un seul Schéma de Développement Commercial en Ariège** correspondant à l'échelon administratif départemental.

Il fut convenu toutefois, d'établir ce schéma en n'omettant pas d'agrèger les données, études et analyses selon une approche par Pays et par Pôle Commercial à l'intérieur des pays.

2.2/ Méthodologie d'élaboration

Il fut proposé à la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ariège de piloter la procédure d'élaboration du SDC avec mission de constituer et animer un Comité de Pilotage (au sein de l'ODEC) qui eut pour objectif de travail la collecte des informations et la synthèse des données rassemblées.

Ce **Comité de Pilotage** était composé de :

- Représentants des Elus (Maires et Conseiller Général)
- Représentant des Administrations (Préfecture, DDCCRF, DDE)
- Représentants des activités commerciales et artisanales
- Personnalités qualifiées dont représentant d'association de consommateurs
- Représentants des Compagnies Consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre de Métiers, Chambre d'Agriculture)

Ce Comité de Pilotage s'est réuni 5 fois : les 17/07/03, 4/12/03, 23/04/04, 17/07/07, et 3/12/04

Pour élaborer le document du SDC, rédigé par les Services de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ariège, le Comité de Pilotage a reçu l'aide

- ↗ des Services de l'Etat (Préfecture, DDCCRF, INSEE, DDE, DDAF)
- ↗ de la Chambre de Métiers et la Chambre d'Agriculture de l'Ariège
- ↗ du Conseil Général de l'Ariège, d'Ariège Expansion, du Comité Départemental du Tourisme et son Observatoire du Tourisme
- ↗ de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ariège avec les données de son Observatoire Economique du Commerce et des Services relatives :
 - . à l'Offre Commerciale
 - . à la Demande à partir de l'Etude de la Consommation et des Flux Commerciaux (Données Enquêtes 1997 et octobre 2004 réalisées par AID OBSERVATOIRE)
- ↗ de la Chambre Régionale Midi-Pyrénées de Commerce et d'Industrie

Partie 3

Environnement socio-économique

PRESENTATION DE L'ARIEGE

Source : Recensement INSEE 1990/99

Superficie	4 890 km²
Population	139 335 habitants au 01/01/2002
Habitants au Km ²	28
Taux d'urbanisation	44 %
Arrondissements	3
Cantons	22
Pays :	4 <i>(Portes d'Ariège – Pyrénées Cathares Pays de Foix Haute Ariège – Couserans)</i>
Communes :	332 dont une seule ville de plus de 10 000 habitants (Pamiers) et 285 (83 %) avec moins de 500 habitants



3.1/ EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

Source : Recensement INSEE 1990/99 et documents INSEE “ Reflets de l’Ariège ”

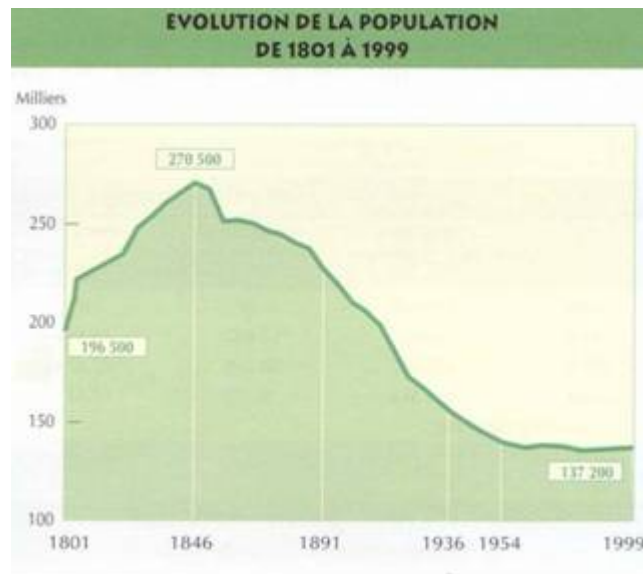
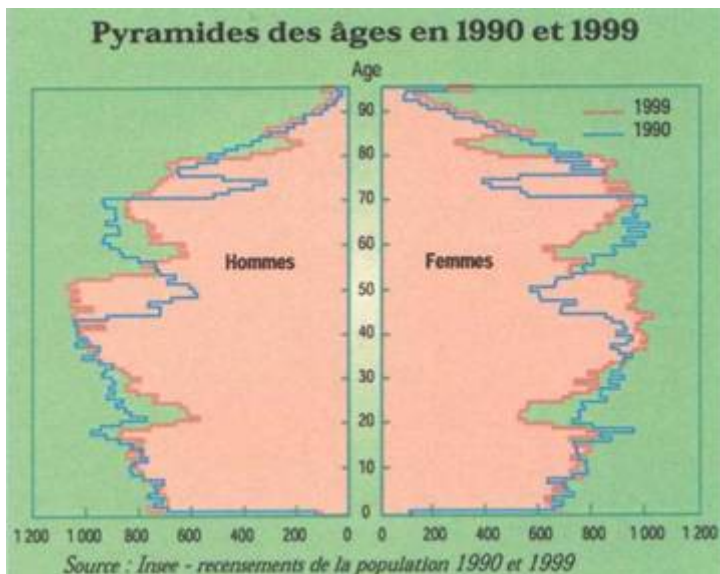
Entre 1990 et 1999, le département a gagné environ une centaine de personnes chaque année. Au recensement de 1999, la population de l’Ariège s’élève à 137 200 habitants. Le département a gagné depuis 1990 environ 800 habitants, à un rythme annuel de l’ordre de 0.1%, identique à celui de la décennie précédente. Cette légère croissance démographique repose uniquement sur les échanges migratoires : le nombre d’arrivées dans le département au cours de la décennie 1990-1999 est supérieur de 5 500 personnes à celui des départs, ce qui correspond à un gain annuel moyen de 600 personnes environ. Cet apport migratoire a permis de compenser un déficit naturel conséquent : on compte 500 décès de plus que de naissances en moyenne par an entre 1990 et 1999 en Ariège.

Le pouvoir attractif du département se concentre dans la vallée de l’Ariège de part et d’autre de la nationale 20 depuis Saverdun jusqu’aux abords de Foix. Les deux tiers de l’excédent migratoire sont localisés dans les cantons de Varilhes, Saverdun, Foix-Rural et dans l’ensemble des cantons de Pamiers.

Dans un département parmi les plus vieillies de France, le nombre de décès est inévitablement supérieur à celui des naissances. Ainsi, entre 1990 et 1999 le déficit des naissances sur les décès atteint 4 700 personnes. La tendance se poursuit en 2000 avec un déficit de 469 personnes, malgré une hausse importante du nombre de naissances.

Entre 1990 et 1999, l’aire urbaine de Pamiers a connu une forte croissance. Sa population a augmenté de 1000 personnes soit une des plus fortes évolutions de la région (+0.5% l’an), hors l’aire urbaine de Toulouse.

Population selon les espaces				
	Population sans doubles comptes 1999	Taux de variation annuel 1990-1999 (en%)		
		Ensemble	dû au solde naturel	dû au solde migratoire
Aires urbaines				
Pamiers	23 876	0,5	0,0	0,5
Foix	17 440	0,0	-0,1	0,1
Saint-Girons	15 902	-0,2	-0,7	0,5
Villes principales				
Pamiers	13 417	0,4	0,0	0,4
Foix	9 109	-1,0	-0,1	-0,9
Lavelanet	6 872	-1,3	-0,3	-1,0
Saint-Girons	6 254	-0,6	-0,7	0,1
Ariège	137 205	0,1	-0,4	0,5
Midi Pyrénées	2 551 687	0,5	0,0	0,5



Mouvement naturel de la population				
	Taux de natalité (en%) 2000	Nombre de naissances domiciliées 2001	Taux de mortalité (en %) 2000	Nombre de décès domiciliés 2001
Ariège	10,0	1 287	13,4	1 911
Midi Pyrénées	11,4	29 429	10,3	26 170
France	13,1	769 290	9,0	529 475

3.2/ EMPLOI – CHÔMAGE

Source : INSEE

Population active

57 000 habitants

Taux de chômage à Juin 2004

10,3 % **Ariège**
9,7 % **Midi-Pyrénées**
9,9 % **France**

Demandeurs d'emplois à Juillet 2004

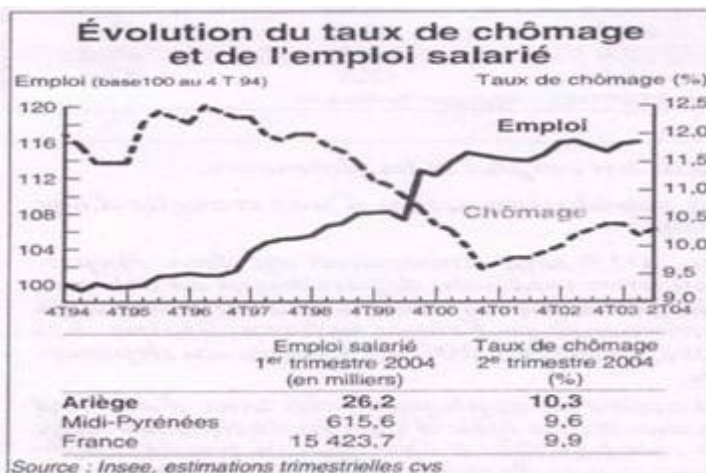
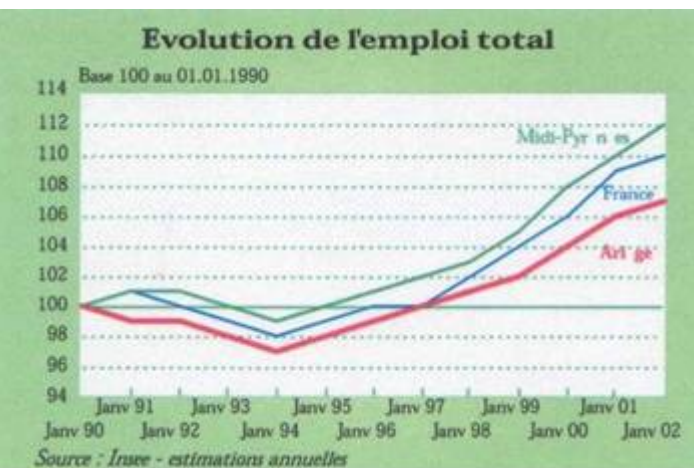
5 133

dont :

- 15 % de jeunes (15,5 % en Midi-Pyrénées),
- 53 % de femmes (52,5 % en Midi-Pyrénées),
- 33,5 % de chômeurs longue durée (31,5 % en Midi-Pyrénées).

Répartition des emplois par secteur d'activités

- agriculture 7 %
- industrie 19 %
- bâtiment 7 %
- tertiaire 67 %



3.3/ INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET DE TRANSPORT - LOGEMENT & URBANISATION

3.3.1 TRAFIC ROUTIER

Source : Direction Départementale de l'Équipement de l'Ariège

RD	LIEU	PR	MJA TV		EVOLUTION
			2002	2003	
12	VERNIOLLE	19+000	4517	4403	-2,52%
117	BELESTA	0+0900	1166	1181	1,29%
117	L'AIGUILLON	10+0450	5497	5197	-5,46%
117	LA CHARMILLE	33+0823	8502	8230	-3,20%
117	COS	43+0800	4848	4776	-1,49%
117	RIMONT	74+0600	5238	5262	0,46%
117	ST GIRONS	83+0300	5970	6184	3,58%
117	CAUMONT		7867	8112	3,11%
117	LACAVE	100+0730	6915	6800	-1,66%
119	MIREPOIX EST	3+1250	4189	4762	13,68%
119	BESSET		7982	8112	1,63%
119	MILLET-HAUT	23+0540	10180	10157	-0,23%
119	MILLET-BAS	24+0437	6373	6538	2,59%
625	MIREPOIX SUD	9+0000	7006	7079	1,04%
625	ST QUENTIN	13+0860			
625	DREUILHE	25+0300	11327	11167	-1,41%
919	LEZAT NORD	1+0960	4521	4767	5,44%
919	LEZAT SUD	7+0000	4451	4365	-1,93%
919	CRAMPAGNA	41+0320	4718	6069	28,64%
		19	6182	6287	1,70%

RD	LIEU	PR	MJA TV		EVOLUTION
			2002	2003	
3	LACOURT	28+0410		2959	
4	CASTILLON	0+0520	2769	2571	-7,15%
8	CAPOULET	5+0835	2642	2158	-18,32%
14	MAZERES *	4+0760	2205	2230	1,13%
14	SAVERDUN *	5+0760	2395	2199	-8,18%
618	MOULIS	23+0860	5143	5015	-2,49%
624	JOUCLA	24+0760	5115	5177	1,21%
628	THOUARS	0+0500	2401	2469	2,83%
628	SABARAT	15+0670	2480	2504	0,97%
		9	3144	3040	-3,29%

* en 2002 comptages tournants réalisés du 18/06/02 au 03/07/02

RD	LIEU	PR	MJA TV		EVOLUTION
			2002	2003	
3	ST SERVIN/OUST	38+0190	2602	2996	15,14%
8	FERRIERES	3+0130	2313	2456	6,18%
16	BELESTA	13+0100	703	673	-4,27%
16	ROUZE	19+0450	393	527	34,10%
22	ORGEIX	0+0270	1518	1507	-0,72%
27	SAVERDUN	1+0280	2286	2208	-3,41%
28	LERAN	1+0800	1474	1614	9,50%
119	MAS D'AZIL	58+0900	2140	2110	-1,40%
119	LESCURE	78+0375	1045	1074	2,78%
522	AULOS	0+0450	1882	1838	-2,34%
618	ST LARY	0+0300	382	344	-9,95%
618	AUDRESSEIN	13+0759	1755	1739	-0,91%
617	MASSAT	53+0299	1320	1345	1,89%
618	COL DE PORT	70+0210			
620	LE PEYRAT	1+0400	1356	1379	1,70%
627	AUDINAC	22+0300	2419	2460	1,69%
		16	1573	1618	2,89%

3.3.2 LOGEMENT

Parc de logements selon leur catégorie en 1999				
	Ariège		Midi Pyrénées	France
	Nombre	%	%	%
Résidences principales	58 331	65,9	81,1	83,0
Résidences secondaires	22 858	25,8	10,5	9,2
Logements occasionnels	620	0,7	0,9	0,9
Logements vacants	6 722	7,6	7,5	6,9
Ensemble	88 531	100,0	100,0	100,0
Part des logements locatifs HLM dans les résidences principales	2 743	4,7	8,5	16

Source : INSEE

La construction de logements entre 1998 et 2003 dans les cantons Ariégeois



Source : DDE Ariège



Répartition des cantons selon la construction de logements (1998 à 2003)

> 400	250 à 400	100 à 250	< 100
Pamiers 647	Foix Rural 392	St Lizier 226	Labast. Sérou 88
Mirepoix 544	Ax les Th. 340	Le Fossat 200	Le Mas d'Azil 84
Saverdun 496	Foix 336	Pamiers Ouest 180	Ste Croix Volv. 53
Varilhes 445	St Girons 296	Vicdessos 130	Quérigut 39
	Oust 289	Castillon 124	Massat 36
	Lavelanet 270	Luzenac/Cab. 108	
	Pamiers Est 242		
	Tarascon 229		

3.4/ ACTIVITES INDUSTRIELLES

Source : Chambre de Commerce et d 'Industrie de l 'Ariège / Ariège Expansion / INSEE

En 2004, le secteur de l 'industrie en Ariège compte près de **900 établissements**.

Il emploie **10 310 salariés**.

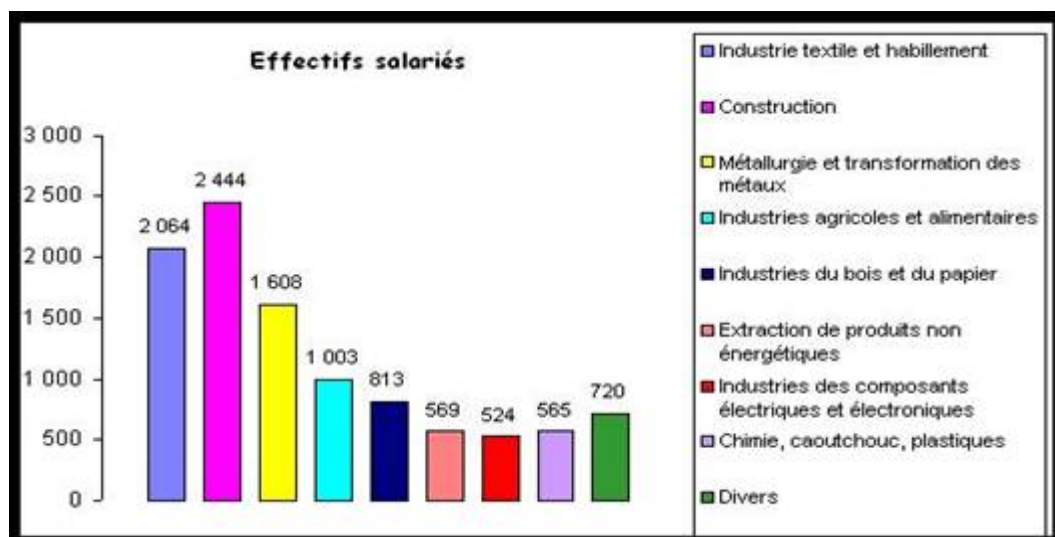
Ses effectifs ont diminué en moyenne de 1,2% par an depuis 1990. Cette baisse est plus prononcée qu 'au niveau régional (-0,2%). Néanmoins, l 'évolution 1995/2003 fait apparaître un solde positif avec une nouvelle reprise à la baisse en 2004.

Même si les effectifs salariés dans l 'industrie textile ont diminué de plus du tiers en douze ans, c 'est dans ce secteur que l 'emploi industriel reste le plus important (2000 salariés).

Vient ensuite le secteur de la métallurgie et de la transformation des métaux (1600 salariés), en baisse lui aussi, mais de façon moins marquée.

En revanche, les industries agroalimentaires (1000 salariés) et les industries du bois (800 salariés) qui occupent également une place importante, ont vu leurs effectifs nettement progresser depuis 1990.

Secteurs d'activité	31 /12 / 1995 Effectifs salariés	31 /12 /2003 Effectifs salariés	Evolution 1995/2003
Industrie textile et habillement	2 356	2 064	-12%
Construction	2 111	2 444	15%
Métallurgie et transformation des métaux	1 651	1 608	-3%
Industries agricoles et alimentaires	853	1 003	17%
Industries du bois et du papier	795	813	2%
Extraction de produits non énergétiques	501	569	13%
Industries des composants électriques et électroniques	402	524	30%
Chimie, caoutchouc, plastiques	370	565	50%
Divers	669	720	7%
TOTAL	9 708	10 310	6%



NOM DE L'ENTREPRISE	ACTIVITES	CA HT (Keuro)	dont CA export (%)	Effectif
ALUMINIUM PECHINEY (ALCAN)	Production d'aluminium	76 039	36,5	107
AUBERT DUVAL - FORTECH	Forge, estampage, matricage	126 000	60	735
AVELANA	Ennoblement de textile	48 675	48,5	259
CIAT	Fabrication d'articles de sport	15 331	77	103
OMT FINITION	Ennoblement de textile	19 736	/	196
COTTES SA	Cuisson de produits de boulangerie	18 685	16	128
FORGES DE NIAUX	Fabrication de matériel agricole	18 957	50	141
ETIENNE LACROIX	Fabrication de produits explosifs	53 327	22	283
MAZERES AVIATION	Construction de cellules d'aéronefs	18 000	10	200
PAPETERIE MATUSSIERE ET FOREST	Fabrication de papier et de carton	27 600	45	130
PEINTURES MAESTRIA	Fabrication de peintures et de vernis	46 735	12	237
RECAERO	Mécanique générale	14 506	2	185
SAINTE GIRONIS INDUSTRIES	Fabrication de papier et de carton	43 332	90	342
SIEMENS AUTOMOTIVE (VDO)	Fabrication de matériel électrique pour moteurs et véhicules	268 000	68	420
SOTAP CAROL	Ennoblement de textile	15 025	30	182
TALC DE LUZENAC - France	Activités extractives	83 771	54	417
TISSUS MICHEL THIERRY	Tissage de l'industrie lainière	335 013	59	603

Evolution des 5 dernières années (1999/2004)

- Des modifications sensibles du nombre d'entreprises et de l'emploi suite à des fermetures d'usines effectives (Pechiney) pour l'électro-métallurgie, Intertis ou en cours de dépôt de bilan FL(textile) ou à des compressions de personnel (Matussière et Forest, Aubert Duval/Fortech).

- Néanmoins, une majorité d'entreprises confortent leur emploi, certaines d'entre elles l'augmentent (Siemens VDO, Recaéro, Papeteries de St -Girons, Etienne Lacroix, Cottès, Mazères Aviation).

Notons que cette croissance se réalise notamment en basse vallée de l'Ariège, qu'elle est moindre en Couserans et que l'on observe une baisse en Pays d'Olmes (également dans la haute vallée de l'Ariège)

- Les 17 entreprises de plus de 100 salariés représentent toujours près de la moitié de l'emploi industriel et les 3/4 du CA à l'export.

- Pour la plupart, ces entreprises appartiennent à de grands groupes nationaux ou internationaux souvent leaders dans leur secteur et elles sont réparties sur les 4 pays avec une très forte représentation en basse Ariège et dans une moindre mesure dans le pays d'Olmes qui souffre de la crise textile.

- Pays d'Olmes : Textile, plasturgie, mécanique, agro-alimentaire...

- Haute Ariège : extraction de minerai, électrométallurgie, électronique..

- Basse Ariège : électronique, para chimie, sous traitance aéronautique, métallurgie agro-alimentaire (viande), ...

- Couserans : Papeterie et agro- alimentaire (fromageries)

avec une diversification qui progresse en particulier le long de la vallée de l'Ariège (Biotechnologie, électronique, plasturgie, agro alimentaire, biens d'équipement et une organisation de **type SPL** : papeterie / Couserans ; Textile en pays d'Olmes; viande en cours) avec un fort développement de la sous-traitance.

Évolution (2000/2004) du nombre d'entreprises de + 100 salariés **en baisse**, ainsi que **le nombre d'emploi (- 3%)** :

en 2000 : 20 entreprises pour 4 980 emplois

en 2004 : 17 entreprises pour 4 668 emplois

Ce sont les PMI qui créent l'emploi dans l'industrie ariégeoise et en particulier dans le secteur des biens d'équipements, entre 2002 et 2003, + 28.4% dans la filière des composants électriques et électroniques, +9.4% dans la chimie.



Les zones d'activités industrielles et artisanales PAYS DE FOIX-HAUTE-ARIEGE



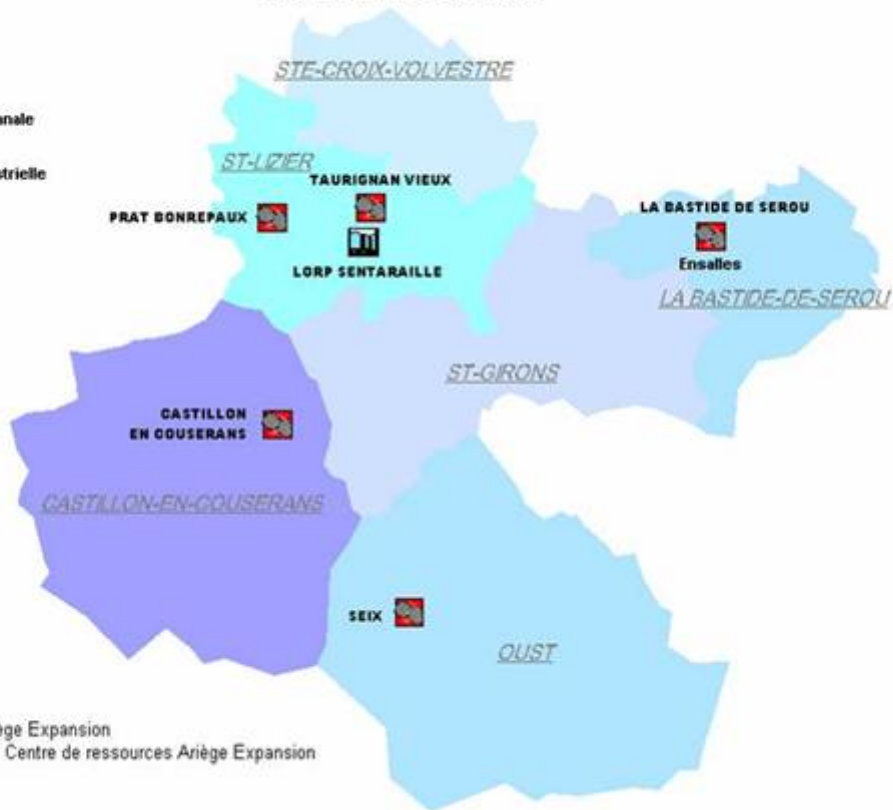
Les zones d'activités industrielles et artisanales PAYS DES PYRENEES CATHARES



Les zones d'activités industrielles et artisanales PAYS DU COUSERANS

-  Zone Artisanale
-  Zone Industrielle

CANTON

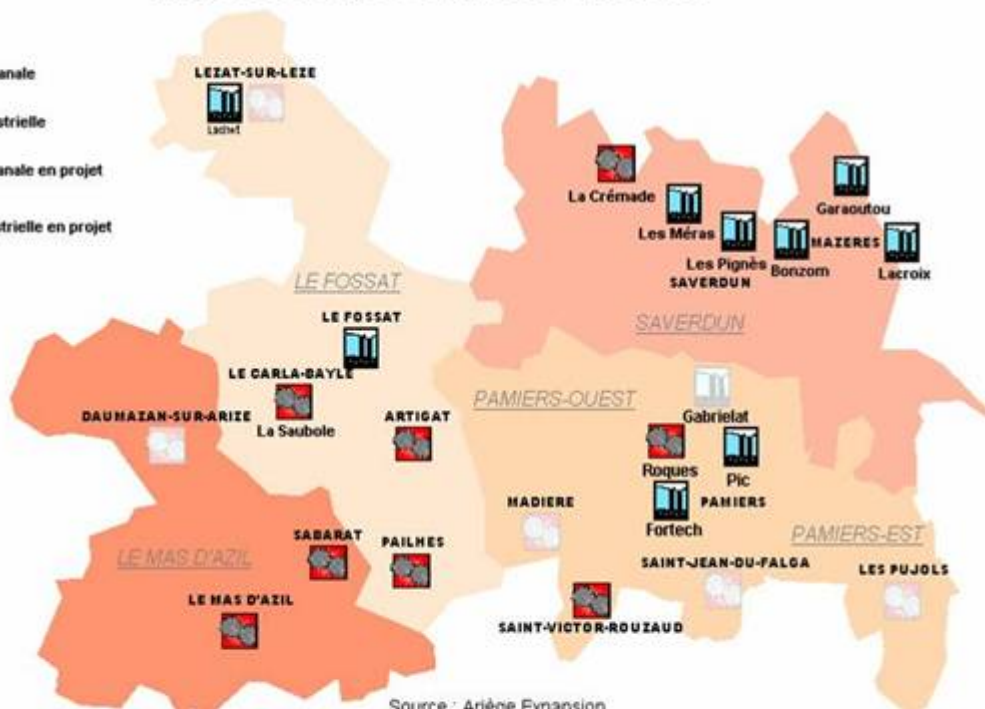


Source : Ariège Expansion
Conception : Centre de ressources Ariège Expansion

Les zones d'activités industrielles et artisanales PAYS DES PORTES D'ARIEGE-PYRENEES

-  Zone Artisanale
-  Zone Industrielle
-  Zone Artisanale en projet
-  Zone Industrielle en projet

CANTON



Source : Ariège Expansion
Conception : Centre de Ressources Ariège Expansion

3.5/ ACTIVITES AGRICOLES

Source : Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt & Chambre d'Agriculture de l'Ariège / INSEE

Depuis le recensement de 1988, la surface agricole de l'Ariège s'est maintenue à 210 000 hectares alors que le nombre d'exploitations a diminué de 40% ; on en compte un peu plus de 3000 en 2001.

Les superficies se concentrent dans les exploitations plus grandes : le nombre des exploitations de plus de 100 hectares a plus que doublé, tandis que les exploitations de dimension inférieure ont diminué de moitié.

Aujourd'hui, trois exploitations sur quatre sont spécialisées dans un élevage d'herbivores (60%) ou en grandes cultures (15%), reflétant ainsi la dualité plaine-montagne du département.

Source : Regards sur l'Ariège / INSEE

AGRICULTURE				
	Ariège		Midi Pyrénées	
	1988	2002	1988	2002
Nombre d'exploitations	5 091	3 000	87 898	56 900
<i>dont professionnelles</i>	2 403	1 600	52 759	34 300
Part (en%) de la surface agricole utilisée en :				
Céréales	23,3	12,3	33,2	28,6
colza, tournesol, soja	4,5	2,6	10,3	8,7
surface fourragère	69,9	81,3	50,5	52,5
autres (y c. jachères)	2,3	3,8	6,1	10,2
Animaux (en milliers de têtes)				
vaches laitières	14	9	244	176
vaches nourrices	31	38	433	489
ovins	125	113	2 422	2 375
porcins	12	5	604	564
équidés	4	6	27	38
nombre de ruches (milliers)	12	9	87	100

3.6/ ACTIVITES ARTISANALES

Source : *Chambre de Métiers de l'Ariège*

ACTIVITES EN DETAIL

Ariège

Les entreprises artisanales contribuent de manière déterminante à la vie économique locale, elles produisent des biens et des services pour une clientèle de particuliers et/ou pour une clientèle d'entreprises (collectivités ou autres établissements du commerce, de l'industrie, des services et des professions libérales).

Au 1er janvier 2004, l'artisanat compte 2901 établissements d'activités répertoriées à la NAFA et aucun établissement d'activités hors NAFA.

LES BIENS ET SERVICES AUX MENAGES :

887 établissements

1	ALIMENTATION	351
	BOULANGERIE-PATISSERIE	167
	BOUCHERIE-CHARCUTERIE	68
	POISSONNERIE	8
	PLATS A EMPORTER	101
	MARCHES	7
2	SOINS AUX PERSONNES	208
	COIFFURE (Salon et hors salon)	167
	SOINS DE BEAUTE / PARFUMERIE	41
3	ORNEMENT CULTURE LOISIRS	124
	HABILLEMENT SUR MESURE	22
	FLEURS	35
	LOISIRS / CULTURE	67
4	HABITAT ET ENTRETIEN DOMESTIQUE	204
	ARTS DE LA TABLE	41
	AMEUBLEMENT	52
	SERVICES DOMESTIQUES	111

LES BIENS ET SERVICES MIXTES :

1541 établissements

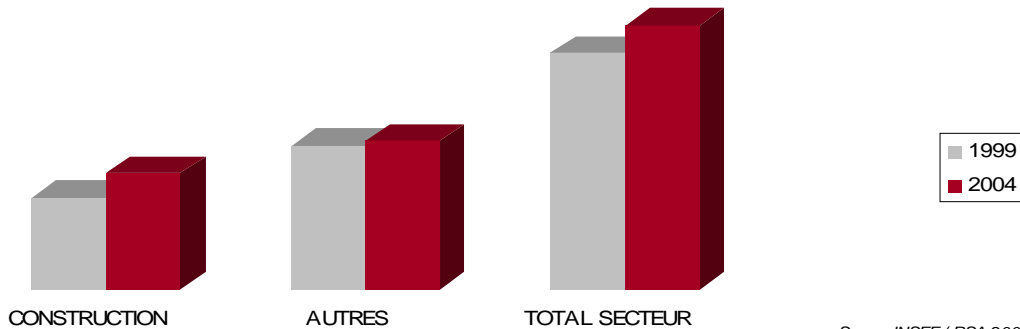
5	VEHICULE ET TRANSPORT	269
	REPARATION / CONTROLE TECHNIQUE	208
	TRANSPORT (Ambulance / taxi / déménagement)	61
6	CONSTRUCTION	1272
	OUVRAGE DUBATIMENT	465
	INSTALLATION ET FINITION	742
	GENIE CIVIL	12
	TERRASSEMENT ET PLANTATION	53

LES BIENS ET SERVICES AUX ENTREPRISES :

473 établissements

7	BIENS ET SERVICES TERTIAIRES	95
	COM / PUB / IMPRIMERIE	46
	BUREAUTIQUE / INFORMATIQUE	19
	ENTRETIEN	30
8	BIENS ET SERVICES AGRICOLES	135
	MATERIEL AGRICOLE	16
	AGRO-ALIMENTAIRE	119
9	BIENS ET SERVICES INDUSTRIELS	243
	TEXTILE / CUIR	34
	MECANIQUE / ELECTRONIQUE	44
	MATERIEL DE PRECISION	23

Source INSEE / RSA 2004	1999	2004	SOLDE
CONSTRUCTION	1010	1272	262
AUTRES	1585	1629	44
TOTAL SECTEUR	2595	2901	306



Source INSEE / RSA 2004

De 1999 à 2004 le secteur des métiers a bénéficié d'une augmentation de 11,8%.
 Les activités de construction ont bénéficié d'une augmentation de 25,9%.
 Les autres activités ont bénéficié d'une augmentation de 2,8%.

EVOLUTION DES FAMILLES D'ACTIVITES

Source INSEE / RSA 2004	1999	2004	SOLDE
Alimentation	341	351	10
Soins aux personnes	195	208	13
Ornement, loisirs, culture	113	124	11
Habitat et entretien domestique	229	204	-25
Véhicule et transport	278	269	-9
Biens et services tertiaires	75	95	20
Biens et services agricoles	118	135	17
Biens et services industriels	236	243	7

■ 1999
 ■ 2004



Source INSEE / RSA 2004

Les activités de l'alimentation ont bénéficié d'une augmentation de 2,9%.
 Les activités de soins aux personnes ont bénéficié d'une augmentation de 6,7%.
 Les activités de ornement, loisirs, culture ont bénéficié d'une augmentation de 9,7%.
 Les activités de habitat et entretien domestique ont subi une diminution de -10,9%.
 Les activités de véhicule et transport ont subi une diminution de -3,2%.
 Les activités de biens et services tertiaires ont bénéficié d'une augmentation de 26,7%.
 Les activités de biens et services agricoles ont bénéficié d'une augmentation de 14,4%.
 Les activités de biens et services industriels ont bénéficié d'une augmentation de 3%.

Les entreprises artisanales, dans leur majorité, emploient moins de 10 salariés. Elles peuvent dépasser ce seuil et rester inscrites au Répertoire des Métiers si le chef d'entreprise remplit les conditions nécessaires

En 2004, on dénombre 8015 actifs dont 5442 salariés.

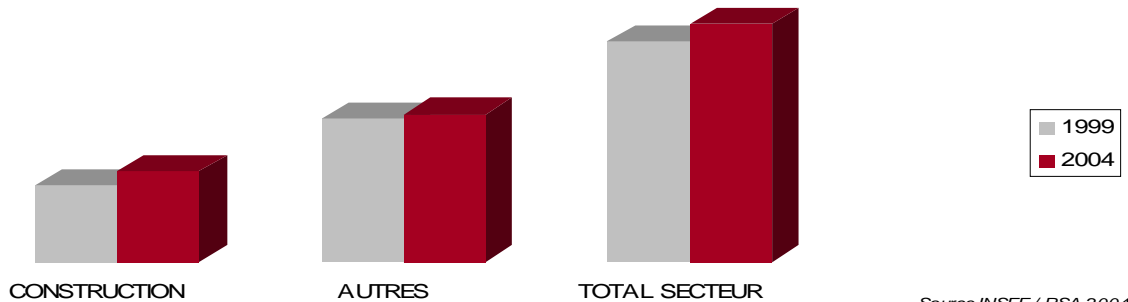
<i>LES BIENS ET SERVICES AUX MENAGES :</i>		2259 actifs	1452 salariés
1	ALIMENTATION	1153	838
	BOULANGERIE-PÂTISSERIE	571	417
	BOUCHERIE-CHARCUTERIE	251	191
	POISSONNERIE	18	12
	PLATS A EMPORTER	297	210
	MARCHES	16	8
2	SOINS AUX PERSONNES	420	223
	COIFFURE (Salon et hors salon)	348	189
	SOINS DE BEAUTE / PARFUMERIE	72	34
3	ORNEMENT CULTURE LOISIRS	278	170
	HABILLEMENT SUR MESURE	32	10
	FLEURS	107	78
	LOISIRS / CULTURE	139	82
4	HABITAT ET ENTRETIEN DOMESTIQUE	408	221
	ARTS DE LA TABLE	109	70
	AMEUBLEMENT	102	51
	SERVICES DOMESTIQUES	197	100

<i>LES BIENS ET SERVICES MIXTES :</i>		4057 actifs	2660 salariés
5	VEHICULE ET TRANSPORT	1018	794
	REPARATION / CONTROLE TECHNIQUE	708	534
	TRANSPORT (Ambulance / taxi / déménagement)	310	260
6	CONSTRUCTION	3039	1866
	OUVRAGE DU BATIMENT	1302	887
	INSTALLATION ET FINITION	1581	876
	GENIE CIVIL	50	40
	TERRASSEMENT ET PLANTATION	106	63

<i>LES BIENS ET SERVICES AUX ENTREPRISES :</i>		1699 actifs	1330 salariés
7	BIENS ET SERVICES TERTIAIRES	228	146
	COM / PUB / IMPRIMERIE	118	79
	BUREAUTIQUE / INFORMATIQUE	44	30
	ENTRETIEN	66	37
8	BIENS ET SERVICES AGRICOLES	517	409
	MATERIEL AGRICOLE	86	73
	AGRO-ALIMENTAIRE	431	336
9	BIENS ET SERVICES INDUSTRIELS	954	775
	TEXTILE / CUIR	210	186
	MECANIQUE / ELECTRONIQUE	202	169
	MATERIEL DE PRECISION	83	67
	MATERIELS DIVERS	20	18
	PRODUIT POUR LE BATIMENT	222	173
	BOIS / CHIMIE / METALLURGIE	67	44
	METAUX / MACHINES AUTO. ET BATEAUX	109	88
	RECUPERATION	41	30

Source INSEE / RSA 2004

Source INSEE / RSA 2004	1999	2004	SOLDE
CONSTRUCTION	2587	3038	451
AUTRES	4833	4976	143
TOTAL SECTEUR	7420	8014	594



Source INSEE / RSA 2004

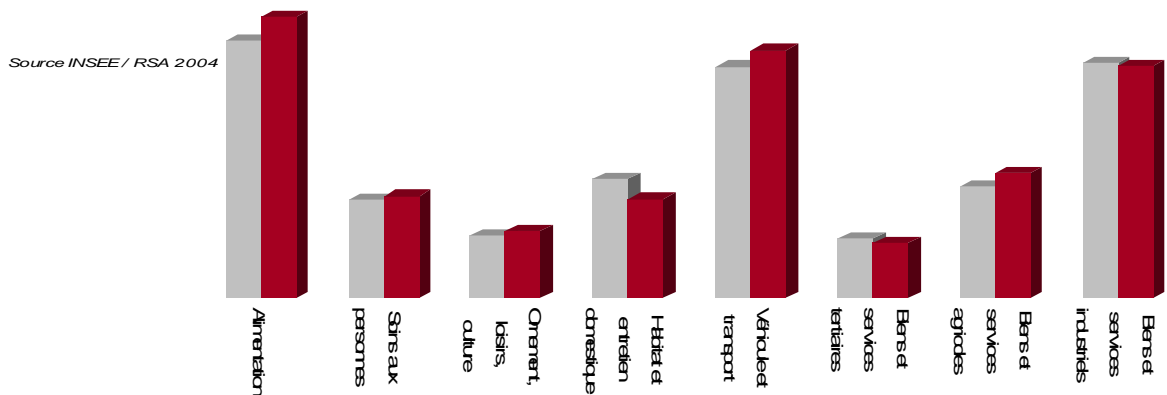
De 1999 à 2004 les établissements du secteur des métiers ont bénéficié d'une augmentation de 8% en nombre d'actifs.

Les établissements de la construction ont bénéficié d'une augmentation de 17,4% en nombre d'actifs.

Les établissements des autres activités ont bénéficié d'une augmentation de 3% en nombre d'actifs.

EVOLUTION DES FAMILLES D'ACTIFS

Source INSEE / RSA 2004	1999	2004	SOLDE
Alimentation	1060	1153	93
Soins aux personnes	404	420	16
Ornement, loisirs, culture	257	278	21
Habitat et entretien domestique	490	408	-82
Véhicule et transport	951	1018	67
Biens et services tertiaires	248	228	-20
Biens et services agricoles	459	517	58
Biens et services industriels	964	954	-10



Source INSEE / RSA 2004

De 1999 à 2004, les activités de l'alimentation ont bénéficié d'une augmentation de 8,8% en nombre d'actifs.

Les activités de soins aux personnes ont bénéficié d'une augmentation de 4% en nombre d'actifs.

Les activités de ornement, loisirs, culture ont bénéficié d'une augmentation de 8,2% en nombre d'actifs.

Les activités de habitat et entretien domestique ont subi une diminution de -16,7% en nombre d'actifs.

Les activités de véhicule et transport ont bénéficié d'une augmentation de 7% en nombre d'actifs.

Les activités de biens et services tertiaires ont subi une diminution de -8,1% en nombre d'actifs.

Les activités de biens et services agricoles ont bénéficié d'une augmentation de 12,6% en nombre d'actifs.

Les activités de biens et services industriels ont subi une diminution de -1% en nombre d'actifs.

3.7/ ACTIVITES COMMERCIALES ET DE SERVICES

Source : Chambre de Commerce et d'Industrie de l'ARIEGE

(Ce chapitre est plus largement développé dans la partie 4 « Diagnostic de l'Offre et de la Demande Commerciale »)

3.7.1 Le Commerce

Stabilité en nombre d'établissements 2457 établissements en 2000 pour 2452 en 2004

POLES	En 2000			En 2004		
	Nb Ets	m2	actifs	Nb Ets	m2	actifs
Grande Distribution	111	119 800	1 445	137	142 837	1 787
Surfaces de - 300 m2	1 593	61 418	4 479	1 584	63 380	4 394
Total	1 704	181 218	5 924	1 721	206 217	6 181

Evolution 2004 / 2000		
en Nb Ets	en m2	en actifs
1,0%	14%	4%

ZONE RURALE	En 2000			En 2004		
	Nb Ets	m2	actifs	Nb Ets	m2	actifs
Grande Distribution	8	5 390	56	9	6 587	65
Surfaces de - 300 m2	745	nc	nc	722	nc	nc
Total	753			731		

- 3 % du nombre d'établissements

3.7.2 Les Services

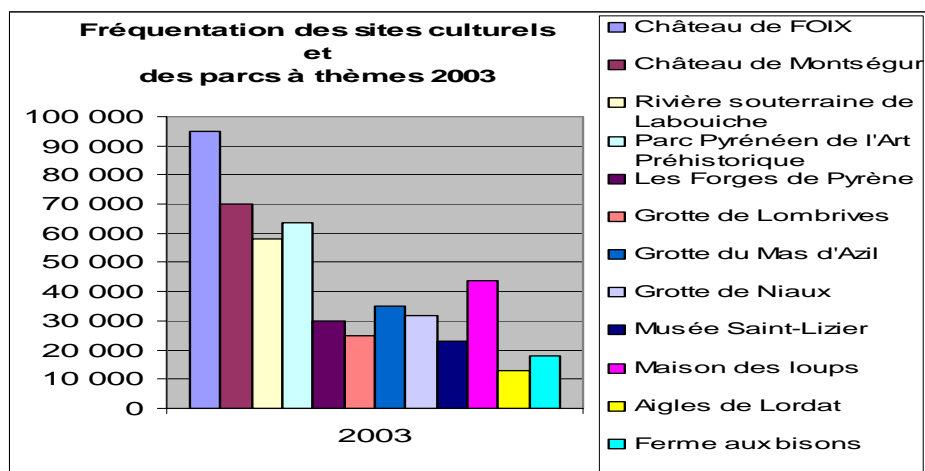
Les services marchands et non marchands regroupent **plus de 4 700 établissements** dont 2 670 établissements hors activités immobilières, financières et administratives

En Ariège, plus encore que dans l'ensemble de la région, **les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale** se détachent nettement. En effet avec près de 9 000 salariés, ils emploient plus d'un cinquième des salariés du département.

	ARIEGE			MIDI-PYRENEES
	Nombre d'établissements	Effectifs salariés	Part dans les effectifs salariés(%)	Part dans les effectifs salariés(%)
Commerce et réparation	1 851	4 956	11,6	13,6
Transports	214	1 320	3,1	3,9
Services aux entreprises	701	3 497	8,2	13,1
Services aux particuliers	1 123	3523	8,3	8,1
(dont hôtels, cafés, restaurants)	559	1 183	2,8	3,2
Education, santé, action sociale	850	8 954	21,1	20,2
Ensemble tertiaire	4 739	8 954	52,3	58,9

3.8/ ACTIVITES TOURISTIQUES

Source : Comité Départemental du Tourisme Ariège Pyrénées
(Observatoire du Tourisme)



	ARIEGE			MIDI PYRENEES			Part de l'Ariège en Midi-Pyrénées (Ets)en%
	Nombre d'établissements	%	Nombre de lits	Nombre d'établissements	%	Nombre de lits	
Hôtellerie	89	12.37	2 914	1377	14.02	84 730	6,1
Gîtes ruraux	422	62.15	2 595	4721	48.01	23 685	8.9
Chambres d'hôtes	47	6.93	338	2472	25.15	6 130	1.90
Gîtes étapes et séjour	25	3.68	539	252	2.56	5 390	9.92
Hébergements collectifs	41	6.03	4 398	380	3.86	42 658	10.78
Auberges jeunesse	0	0	0	10	0.10	799	0
Campings (Hôtellerie de plein air)	60	8.84	3 872	620	6.30	127 191	6.67
TOTAL	684	100	14 656	9832	100	290 583	7,50%

Source : CCI, INSEE, CRT, CDT

L 'Ariège est le 3ème département de Midi-Pyrénées en terme de nuitées, tous établissements d 'accueil touristique & hébergements non marchands (famille, amis, résidences secondaires) confondus

Hautes-Pyrénées	17 millions
Lot	10 millions
Aveyron et Ariège	9,7 millions

Fréquentation Hôtellerie & Hôtellerie de plein air en 2003

HOTELS	Ariège	Midi-Pyrénées	Part Ariège (%)	Ariège	Midi-Pyrénées
Nombre de nuitées (milliers)	314	9 235	3,4%		
dont nuitées étrangères (milliers)	57	3 394	1,7%	18%	37%
Durée moyenne de séjours (nuitées)	1,8	2			
CAMPINGS					
Nombre de nuitées (milliers)	542	4 463	12,1%		
dont nuitées étrangères (milliers)	100	1 294	7,7%	18%	29%
Durée moyenne de séjours (nuitées)	4,6	5,9			

Evolution de la fréquentation

	2002/2003	2003/2004 Estimation
Ariège	-5%	-10%
Midi-Pyrénées	-8%	-12%
France	-10%	-15%

3.9/ ORGANISATION ADMINISTRATIVE

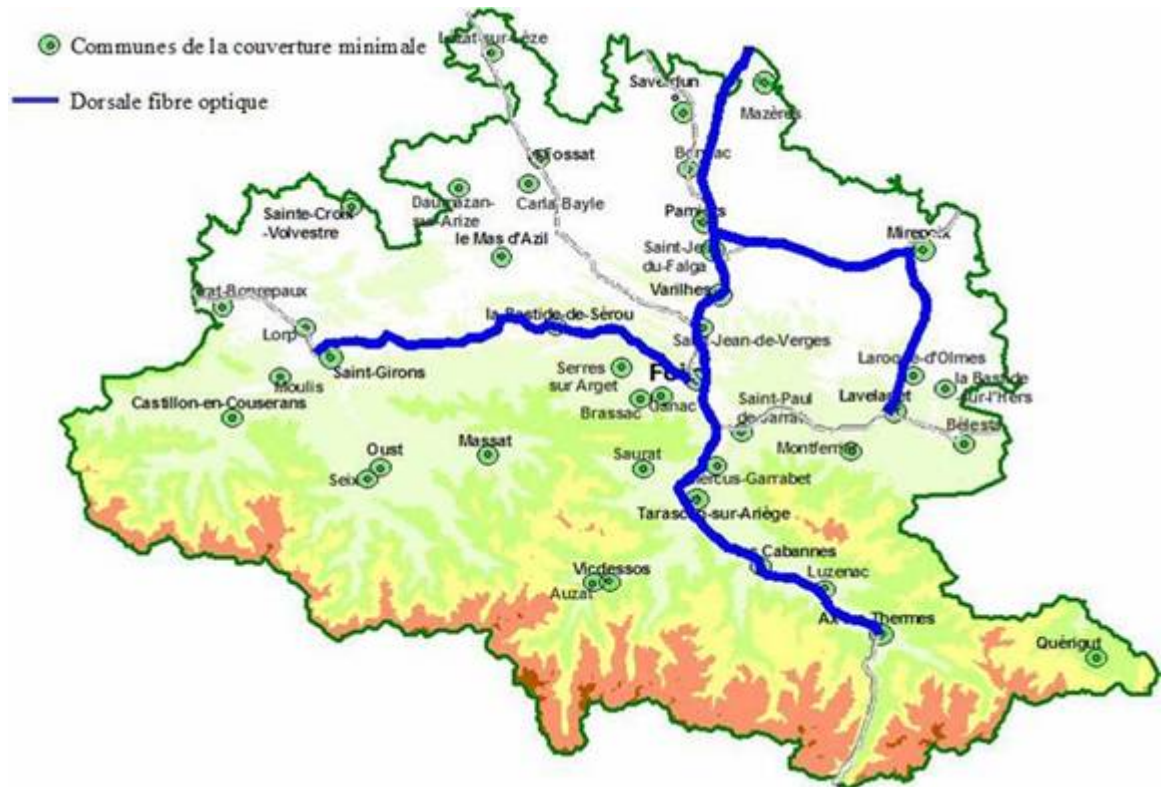
Source : Préfecture de l'Ariège

Les établissements publics de coopération intercommunale (E.P.C.I) :

- 21 communautés de communes
- 18 syndicats intercommunaux à vocation éducative (SIVE)
- 18 syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)
- 2 syndicats à vocation unique
- 15 syndicats intercommunaux d'aménagement
- 5 syndicats intercommunaux d'assainissement
- 13 syndicats intercommunaux divers
- 2 syndicats intercommunaux électriques
- 19 syndicats intercommunaux des eaux
- 39 syndicats mixtes divers

3.10/ PLAN HAUT DEBIT DU DEPARTEMENT

Source : Conseil Général de l'Ariège



En premier abord, la position de la France vis-à-vis du haut débit peut sembler satisfaisante. Le grand public peut bénéficier d'offres compétitives et il existe une forte croissance du nombre d'abonnés au haut débit.

Mais il existe en Ariège, département rural de montagne, une forte disparité géographique avec un handicap géographique et une faible densité de population (27 habitants au km²) enlevant toute chance d'attirer un opérateur alternatif. De ce fait, le Département est exclu pour de longues années du champ de toutes concurrences nécessaires à une régulation et harmonisation des tarifs avec la métropole régionale

L'intervention du Conseil Général a été motivée par des objectifs de maîtrise du développement des infrastructures haut débit avec recherche d'une régulation et harmonisation des tarifs et des services avec la métropole régionale. La délégation de service public mise en œuvre par le Conseil Général comprend un volet en affermage pour les investissements (réalisation de la dorsale fibre optique) et un volet en concession pour les aspects fortement liés au métier d'opérateur.

Le programme a vocation à couvrir à terme l'ensemble du Département de l'Ariège et de desservir sur le court terme tous les collèges, les zones d'activités plus importantes, les chefs lieux de cantons et communes de plus de 600 habitants.

Partie 4

Diagnostic de l'Offre et de la Demande Commerciale

4.1 L'Offre Commerciale et de Services

Les travaux de diagnostic ont été réalisés en Janvier 2004 à partir de données extraites :

- *de l'inventaire des surfaces commerciales de plus de 300 m2 de la DCCRF*
- *du Fichier Consulaire de la CCI de l'Ariège*
- *du Répertoire des Métiers fourni par la Chambre de Métiers de l'Ariège*

Ces données ont fait l'objet d'un rapprochement avec :

- *les listes des entreprises de centre-ville fournies par les Services Economiques des diverses Collectivités Locales*
- *les informations collectées sur le terrain par les Conseillers Techniques CCI*

Sont prises en compte toutes les entreprises avec « Boutique » ou local d'accueil de clientèle,, qu'elles soient inscrites au Registre du Commerce, au Répertoire des Métiers (ex : coiffure) ou aux deux.

L'appareil commercial et de services est présenté selon divers types d'analyse :

1/ Offre commerciale et de services au niveau départemental avec répartition par Pays

2/ Grande Distribution (surfaces de vente de plus de 300 m2)

3/ Offre commerciale et de services dans divers zonages :

. 10 principaux pôles commerciaux

. Zone rurale (dont les commerces multiservices)

4/ Equipement alimentaire des communes

5/ Offre hôtelière

Composition des pôles commerciaux:

AX LES THERMES =	communes de AX & SAVIGNAC
FOIX =	commune de FOIX
LAVELANET =	communes de DREUILHE+LAVELANET+ St Jean d'AIGUES VIVES+ VILLENEUVE d'OLMES
LAROQUE D'OLMES =	commune de LAROQUE d'OLMES
LEZAT SUR LEZE =	commune de LEZAT
MIREPOIX =	commune de MIREPOIX
PAMIERS =	communes de PAMIERS+St Jean DU FALGA
ST GIRONS =	communes de EYCHEIL+LORP SENTARAILLE+St LIZIER+St GIRONS
SAVERDUN =	commune de SAVERDUNH
TARASCON =	communes de TARASCON+QUIE

Définition & Contenu des Secteurs d'activité :

GRANDE DISTRIBUTION

Entreprise dont la surface de vente est supérieure ou égale à 300 m² dans les domaines) :

- Alimentaire, Equipement de la Maison, Equipement de la Personne, Automobile, Culture et Loisirs

COMMERCE *Entreprise dont la surface de vente est inférieure à 300 m² dans les domaines :*

- Alimentaire : alimentation générale, boucherie charcuterie traiteur, boulangerie pâtisserie, boissons,..
- Equipement de la Personne : prêt-à-porter, lingerie, parfumerie, chaussures, laines, tissus, mercerie, bijouterie, maroquinerie, puériculture, ...
- Equipement de la Maison : quincaillerie, bricolage, électroménager, fleurs, jardinage, décoration, meubles, brocante, ...
- Culture Loisirs : jouets, pêche chasse, sports, motocycles, presse, librairie, photographie, matériel de bureau, ...

SERVICES

- Hygiène Santé : optique, pharmacie, coiffure, esthétique, matériel médical, ...
- Tourisme : hôtel, restaurant, hôtel restaurant, café, discothèque, camping, autre hébergement touristique
- Automobile : station-service, garage, accessoires automobiles, ...
- Services : tabac, pressing, auto-école, pompes funèbres, agences (immobilier, de voyages, de travail temporaire, de publicité), vidéo club, ...

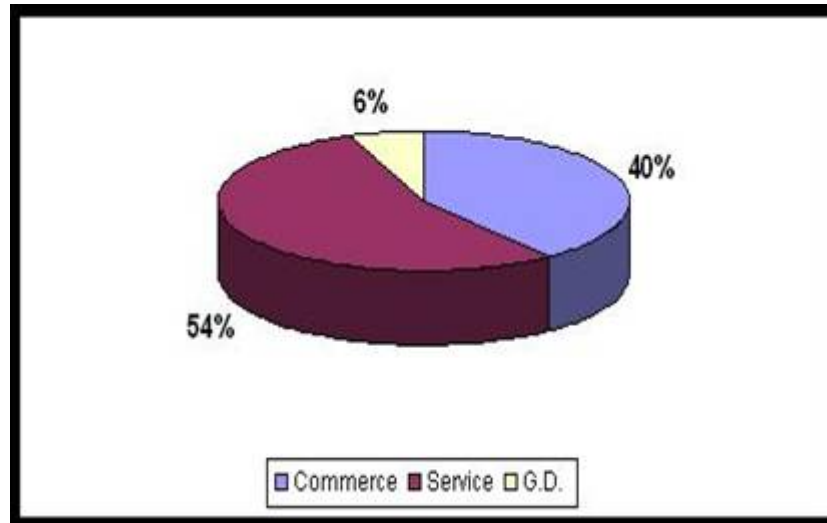
Ne sont pas pris en compte :

- le Commerce de Gros, les Services Bancaires, les Transports

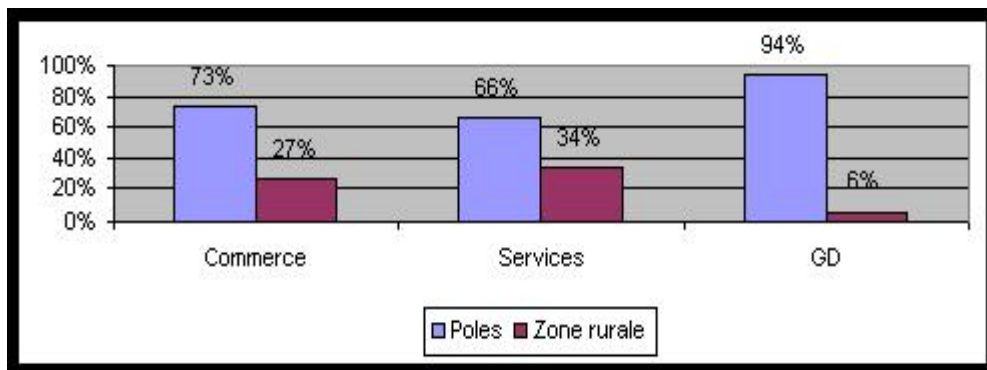
4.1.1 L'APPAREIL COMMERCIAL, ARTISANAL ET DE SERVICES

**L'ARIEGE compte
2452 Entreprises
Commerciales, Artisanales
& de Services
contre 2457 en 2000
& 2420 en 1997**

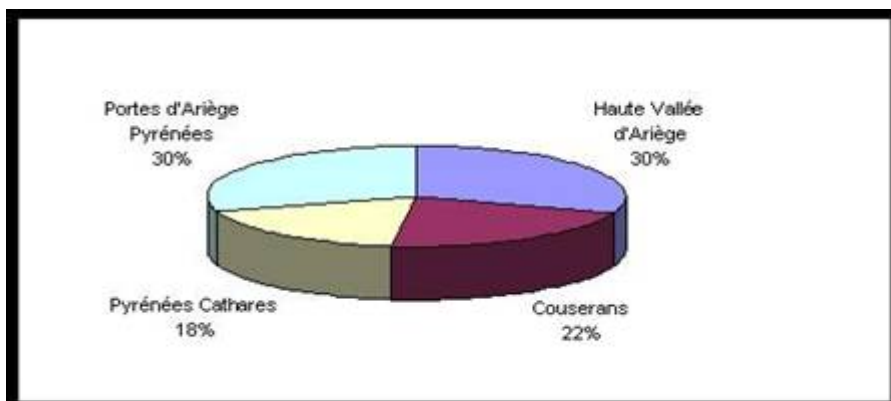
**A noter la diminution de la part du
commerce qui passe de 43 à 40%**



Une implantation essentiellement dans les 10 pôles commerciaux (1721 éts, soit 70%)



Une majorité des établissements sur l'axe Vallée de l'Ariège



4.1.2 LA GRANDE DISTRIBUTION EN 2004

*Source : Direction Départementale de la Concurrence, Consommation & Répression des Fraudes
Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ariège*

en 2004	Total Alimentaire				Total Non-Ali.	Total ALI + Non-Ali.
		Eq. Personne	Eq. Maison	C.&L.& Auto.		
NB ETABLISSEMENTS	36	16	80	14	110	146
M2	46 612	9 955	79 074	13 783	102812	149424
ACTIFS	1 006	80	557	209	846	1852

*Une grande distribution (+ de 300 m2) prépondérante avec 146 magasins dont
36 alimentaires recensés sur l'ensemble du département*

Elle représente 149 424 m2 de surface de vente et emploie 1852 salariés.

Elle est présente

↙ dans les pôles à 94% avec 137 éts (142837 m2 et 1787 actifs)

↙ La zone rurale compte 9 éts pour 6587 m2 et 65 actifs.

Ratios alimentaires

*Source : Direction Départementale de la Concurrence, Consommation & Répression des Fraudes
Direction des Entreprises Commerciales, Artisanales et de Services*

<u>Supermarché</u>	<u>2004 *</u>	<u>2000</u>
France	158	140
Midi Pyrénées	172	NC
Ariège	279	230

<u>Hypermarché</u>	<u>2004</u>	<u>2000</u>
France	133	113
Midi Pyrénées	123	NC
Ariège	60.5	31

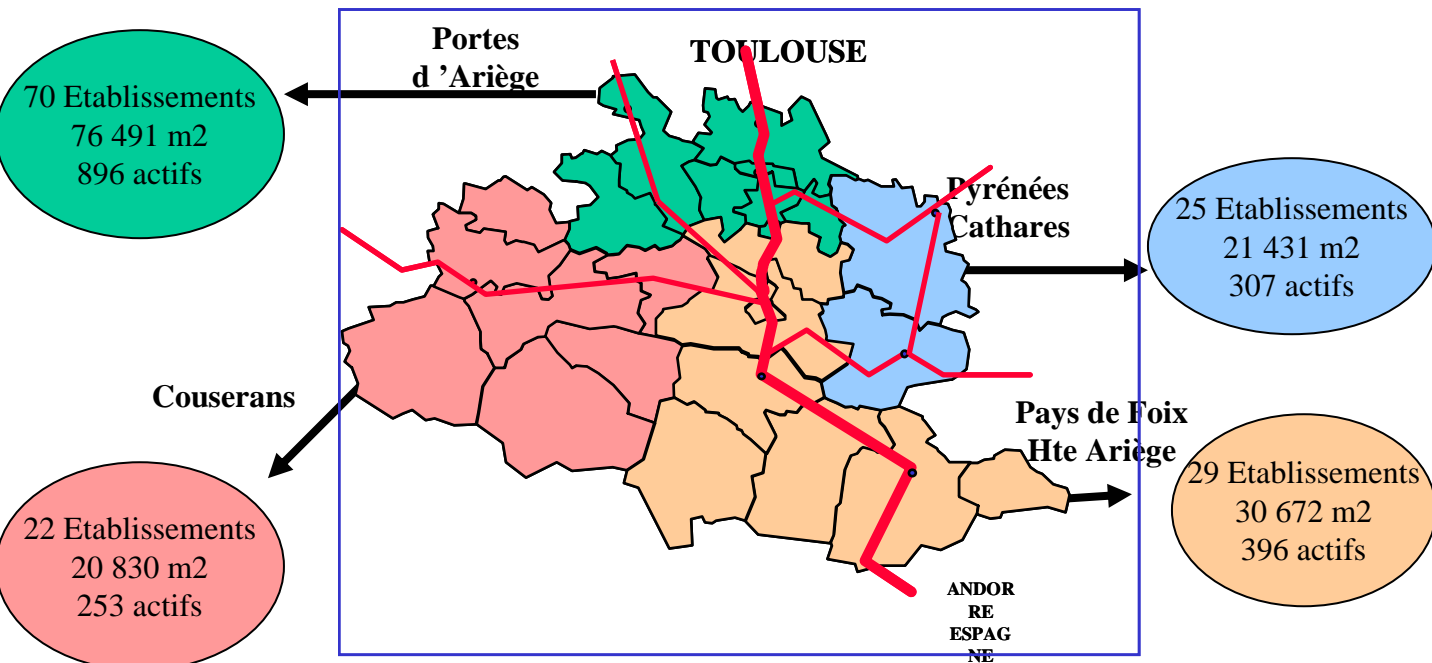
** au 1/01/2004*

**Les supermarchés ont connu une progression de 21.3 % en Ariège contre 13% au plan national.
Le ratio des hypermarchés a été multiplié quasiment par 2 en Ariège contre une progression de
17% en France.**

Poids des surfaces de + de 300 m2 par pays

Ensemble des secteurs	Nb Etab.	Répartition en%	m2	Répartition en%	Actifs	Répartition en%
Foix-Hte Ariège-Varilhes	29	20%	30 672	21%	396	21%
Olmes-Mirepoix	25	17%	21 431	14%	307	17%
Basse Ariège-Léze Arize	70	48%	76491	51%	896	48%
Couserans	22	15%	20 830	14%	253	14%
	146		149 424		1 852	

Une grande distribution présente à 50% dans le Pays Portes d'Ariège



Alimentaire	Nb Etab.	Répartition en%	m2	Répartition en%	Actifs	Répartition en%
Foix-Hte Ariège-Varilhes	10	28%	11894	26%	239	24%
Olmes-Mirepoix	6	17%	8110	17%	185	18%
Basse Ariège-Léze Arize	13	36%	18419	40%	427	42%
Couserans	7	19%	8189	18%	155	15%
	36		46612		1006	

Total Non Alimentaire	Nb Etab.	Répartition en%	m2	Répartition en%	Actifs	Répartition en%
Foix-Hte Ariège-Varilhes	19	17%	18 778	18%	157	19%
Olmes-Mirepoix	19	17%	13 321	13%	122	14%
Basse Ariège-Léze Arize	57	52%	58072	56%	469	55%
Couserans	15	14%	12 641	12%	98	12%
	110		102 812		846	

Evolution des surfaces de + de 300 m2 par pays

Pays	en 2000	en 2004	Var.en valeur	Var.en %
	nb étab.	nb étab.		
Basse Ariège Lèze Arize				
Alimentaire	11	13	2	18%
Eq Personne	9	8	-1	-11%
Eq Maison	26	39	13	50%
C&L-Automobiles	3	10	7	233%
	49	70	21	43%

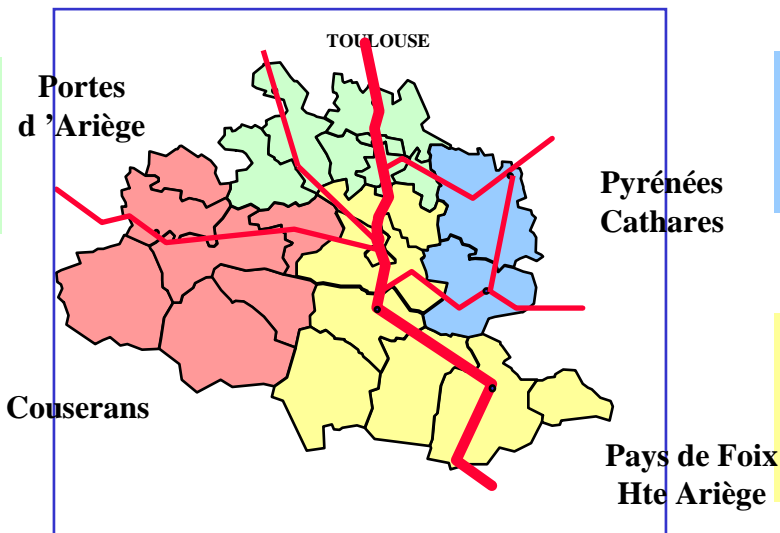
Pays	en 2000	en 2004	Var.en valeur	Var.en %
	nb étab.	nb étab.		
Olmes Mirepoix				
Alimentaire	6	6	0	0
Eq Personne	2	3	1	0,5
Eq Maison	15	15	0	0
C&L-Automobiles	0	1	1	0
	23	25	2	9%

PROGRESSION (*)

+21 éta (+43%)
+ 18012 m2 (+31%)

PROGRESSION

+2 éta (+10%)
+ 2508 m2 (+14%)



PROGRESSION

+2 éta (+9%)
+ 1660 m2 (+ 8%)

PROGRESSION

+2 éta (+7%)
+ 1984 m2 (+7%)

Pays	en 2000	en 2004	Var.en valeur	Var.en %
	nb étab.	nb étab.		
Couserans				
Alimentaire	6	7	1	17%
Eq Personne	1	2	1	100%
Eq Maison	12	12	0	0%
C&L-Automobiles	1	1	0	0%
	20	22	2	10%

Pays	en 2000	en 2004	Var.en valeur	Var.en %
	nb étab.	nb étab.		
Foix Hte Ariège Varilhes				
Alimentaire	9	10	1	11%
Eq Personne	3	3	0	0%
Eq Maison	13	14	1	8%
C&L-Automobiles	2	2	0	0%
	27	29	2	7%

Evolution 2004 / 1997

	1997	2000	2004	Evol 2004/1997	Evol 2004/2000
Nb Ets	106	119	146	37,7%	22,7%
Surface de vente	103 392	125 260	149 424	44,5%	19,3%
Actifs	1 350	1 501	1 852	37,2%	23,4%

De 1997 à 2004 : + 40 établissements et 46000 m2 supplémentaires

de 2000 à 2004 : + 27 établissements et 24000 m2 supplémentaires

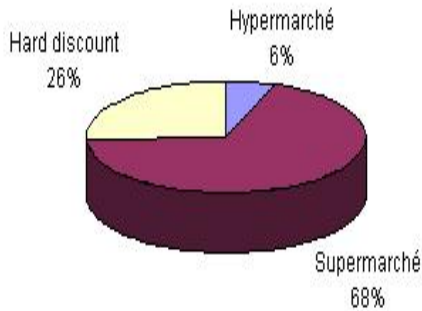
Forte progression pour le Pays Portes d'Ariège

+ 21 établissements pour 18 000 m2 supplémentaires

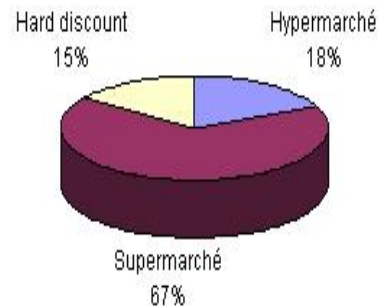
(*) Augmentation importante à relativiser toutefois compte tenu de l'intégration dans la Grande Distribution 2004 de 6 surfaces de vente automobiles de Pamiers installées dans des zones commerciales et ayant fait l'objet de créations ou extensions soumises à autorisation CDEC (surface de vente totale : 5072 m2)

Poids des groupes alimentaires

Nb d'êts



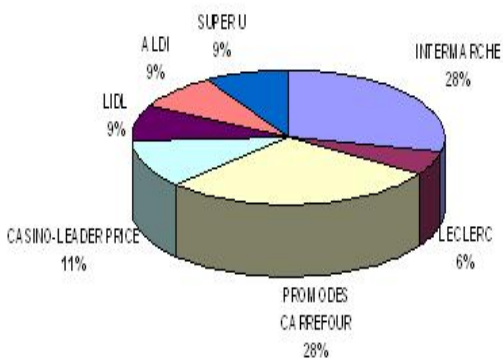
en surface de vente



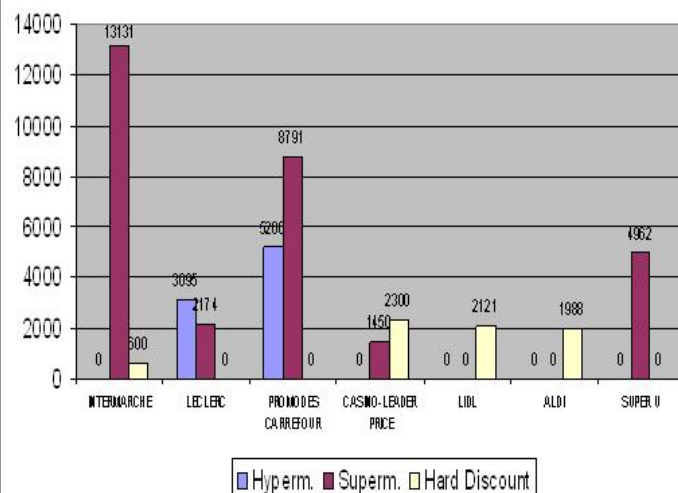
	Hyperm.	Superm.	Hard Discount	TOTAL
INTERMARCHE	0	9	1	10
LECLERC	1	1	0	2
PROMODES CARREFOUR	1	9	0	10
CASINO-LEADER PRICE	0	2	2	4
LIDL	0	0	3	3
ALDI	0	0	3	3
SUPER U	0	3	0	3
TOTAL	2	24	9	35

*A rajouter 1 indépendant
(Ets Dejean Primeurs Foix)*

En nombre d'établissements



En surface de vente



Densité commerciale (ratio surface de vente / nb hab : m2 pour 1000habitants)

	ARIEGE				MIDI PYRENEES	France
	m2 existants	m2 accordés	Densité Actuelle	Densité Future	Densité Actuelle	Densité Actuelle
ALIMENTAIRE	46 612	4 942	339,7	375,74	295,5	290,6
Hyper	8295	0	60,5	60,5	123	133
Super	38317	4942	279,3	315,3	172	158
EQ.MAISON	74 323	5 029	541,7	578,3	520,6	342,4
Bricolage	29753	4549	216,9		193,1	73,3
Jardinerie	16981	0	123,8		103,8	80,6
Meubles	16741	0	122,0		114,1	96,2
Electroménager TV HIFI	3425	0	25,0		12,3	15,1
Décoration	1283	480				
Bazar	6140	0				
Autres	4751	1060				
EQ.PERSONNE	9 955	1 016	72,6	80,0	68,3	78,8
Habillement	7 850	680	57,2		55,3	54,6
Chaussures	1 486	214	10,8		9,7	12,9
Autres (parf.esthétique m	0	122	0,0		3,2	11,3
	619	0	4,5			
CULTURE LOISIRS	6 399	800	46,6	52,5	54,4	46,3
Lib-Papeterie Musique Photos	373	0	2,7		10,2	9,0
Articles Sports loisirs	5 626	0	41,0		35,1	28,1
Jeux Jouets	400	800	2,9		9,1	9,2
AUTOMOBILE	7 067	3 294	51,5	75,5	54,8	69,3
Autos	6 687	3294				
Motos	380	0				

Ratios de la grande distribution alimentaire

Densité commerciale supérieure à la moyenne nationale + 17%

et à la moyenne régionale + 15%

mais 2 fois inférieure aux ratios régional et national en hypermarché

et supérieure de 62% et 76% respectivement aux ratios régional et national en supermarché

Commentaires

SECTEUR ALIMENTAIRE

Le ratio « alimentaire » ariégeois est supérieur de près de 17% au ratio national et de 15% à celui de Midi-Pyrénées, mais avec des variantes importante, telles la répartition entre hypermarché et supermarchés.

Pour les hypermarchés, la densité au m² est 2 fois inférieure à celle de Midi-Pyrénées et 2.2 fois à celle de la France.

A contrario, le ratio des supermarchés est supérieur de plus de 62% au ratio régional et de plus de 76.5% à celui de la France.

Ce constat, conjugué à celui relatif à l'évolution des ratios alimentaires (cf Page 34) confirme l'implantation et la prééminence des supermarchés sur les pôles ariégeois.

Les créations et extensions de surfaces autorisées en CDEC mais non réalisées à ce jour viendront accentuer cette situation.

SECTEUR EQUIPEMENT DE LA MAISON

Le ratio départemental se rapproche de celui de Midi-Pyrénées avec un écart majeur de 4%. L'écart le plus conséquent se situe dans le secteur de la Jardinerie (+20%) qui se réduit à 12% pour le bricolage et 7% pour le meuble.

Par contre, la densité en m² ariégeoise est très largement au delà des données nationales qui présentent une augmentation moyenne de 5.8%.

Elle est multipliée par 3 dans le secteur du bricolage (216.9 contre 73.3) et est supérieure de 53% pour le jardinage et 27% pour le meuble.

Là encore, la concrétisation des autorisations données en CDEC et non encore appliquées accentueront ces différences.

SECTEUR EQUIPEMENT DE LA PERSONNE

Dans ce domaine, l'Ariège connaît un ratio moyen supérieur de 6% à celui de Midi Pyrénées mais inférieur de 8% au chiffre national.

Si les données relatives à l'habillement et la chaussure sont quasi identiques en Ariège et Midi Pyrénées (avec des écarts d'à peine 1%), la comparaison avec les ratios nationaux font ressortir des différences contrastées : +4.8% dans l'habillement et -15% dans la chaussure.

SECTEUR CULTURE ET LOISIRS

Le ratio moyen départemental est comparable au ratio national. Par contre, il est inférieur de 16.7% à celui de Midi-Pyrénées. Par contre, il est totalement atypique dans le domaine des articles de sport et de loisirs : 41% pour l'Ariège contre 36% en Midi-Pyrénées et 28.1% en France. En terme de librairie et jeux jouets, la situation s'inverse avec des ratios inférieurs de 3 à 3.5 fois à ceux de Midi-Pyrénées et de la France.

4.1.3 LES POLES COMMERCIAUX ARIEGEOIS EN 2004

POIDS DU COMMERCE & DES SERVICES DES POLES

	Nb d'Ets
AX LES THERMES	108
FOIX	301
LAVELANET	180
LAROQUE D'OLMES	51
LEZAT SUR LEZE	39
MIREPOIX	104
PAMIER	455
ST GIRONS	317
SAVERDUN	74
TARASCON	92
TOTAL	1721

Concentration de l'équipement commercial et de services sur les 10 pôles : 71% des établissements y sont implantés (avec 1721 unités de vente ou de prestation de services)

REPARTITION Centre / Périphérie

<i>(*) en nombre d'établissements</i>	Centre	Périphérie
AX LES THERMES	79	29
FOIX	211	90
LAVELANET	121	59
LAROQUE D'OLMES	30	21
LEZAT SUR LEZE	26	13
MIREPOIX	92	12
PAMIER	264	191
ST GIRONS	224	93
SAVERDUN	52	22
TARASCON	69	23
TOTAL	1168	553
en %	68%	32%

REPARTITION Commerce / Service / GD

<i>(*) en nombre d'établissements</i>	Commerce	Service	G.D.
AX LES THERMES	48	59	1
FOIX	121	160	20
LAVELANET	66	99	15
LAROQUE D'OLMES	25	23	3
LEZAT SUR LEZE	18	15	6
MIREPOIX	48	49	7
PAMIER	175	231	49
ST GIRONS	145	150	22
SAVERDUN	32	37	5
TARASCON	33	55	4
TOTAL	711	878	132
en %	41%	51%	8%

Les pôles commerciaux et leur évolution

<i>en nombre d'établ.</i>	en 1997	en 2000	en 2004	Evol. 2000/04	Evol.1997/2004
AX LES THERMES	100	100	108	8,0%	8,0%
FOIX	284	295	301	2,0%	6,0%
LAVELANET	189	185	180	-2,7%	-4,8%
LAROQUE D'OLMES	48	51	51	0,0%	6,3%
LEZAT SUR LEZE	46	44	39	-11,4%	-15,2%
MIREPOIX	98	106	104	-1,9%	6,1%
PAMIER	407	435	455	4,6%	11,8%
ST GIRONS	306	319	317	-0,6%	3,6%
SAVERDUN	63	65	74	13,8%	17,5%
TARASCON	108	104	92	-11,5%	-14,8%
TOTAL	1649	1704	1721	1,0%	4,4%

COMMERCE DE DETAIL

<i>en nombre d'établ.</i>	en 1997	en 2000	en 2004	Evol. 2000/04	Evol.1997/2004
AX LES THERMES	46	44	48	9,1%	4,3%
FOIX	117	123	121	-1,6%	3,4%
LAVELANET	80	75	66	-12,0%	-17,5%
LAROQUE D'OLMES	23	25	25	0,0%	8,7%
LEZAT SUR LEZE	22	22	18	-18,2%	-18,2%
MIREPOIX	47	52	48	-7,7%	2,1%
PAMIER	185	183	175	-4,4%	-5,4%
ST GIRONS	153	157	145	-7,6%	-5,2%
SAVERDUN	27	29	32	10,3%	18,5%
TARASCON	49	45	33	-26,7%	-32,7%
TOTAL	749	755	711	-5,8%	-5,1%

SERVICES

<i>en nombre d'établ.</i>	en 1997	en 2000	en 2004	Evol. 2000/04	Evol.1997/2004
AX LES THERMES	53	55	59	7,3%	11,3%
FOIX	150	154	160	3,9%	6,7%
LAVELANET	96	97	99	2,1%	3,1%
LAROQUE D'OLMES	22	23	23	0,0%	4,5%
LEZAT SUR LEZE	21	18	15	-16,7%	-28,6%
MIREPOIX	45	47	49	4,3%	8,9%
PAMIER	195	215	231	7,4%	18,5%
ST GIRONS	135	142	150	5,6%	11,1%
SAVERDUN	32	31	37	19,4%	15,6%
TARASCON	55	55	55	0,0%	0,0%
TOTAL	804	837	878	4,9%	9,2%

GRANDE DISTRIBUTION

<i>en nombre d'établ.</i>	en 1997	en 2000	en 2004	Evol. 2000/04	Evol.1997/2004
AX LES THERMES	1	1	1	0,0%	0,0%
FOIX	17	18	20	11,1%	17,6%
LAVELANET	13	13	15	15,4%	15,4%
LAROQUE D'OLMES	3	3	3	0,0%	0,0%
LEZAT SUR LEZE	3	4	6	50,0%	100,0%
MIREPOIX	6	7	7	0,0%	16,7%
PAMIER	27	37	49	32,4%	81,5%
ST GIRONS	18	20	22	10,0%	22,2%
SAVERDUN	4	5	5	0,0%	25,0%
TARASCON	4	4	4	0,0%	0,0%
TOTAL	96	112	132	17,9%	37,5%

En résumé, l'équipement des pôles est de :

1721 Points de Vente

➤ 68% en centre-ville (1169 étcs)

71% en 2000

➤ 32% en périphérie (552 étcs)

29% en 2000

	AX	FOIX	LAVELANET	LAROQUE	LEZAT	MIREPOIX	PAMIERS	ST GIRONS	SAVERDUN	TARASCON	TOTAL
Centre	73%	70%	67%	59%	67%	88%	58%	71%	70%	75%	68%
Périph.	27%	30%	33%	41%	33%	12%	42%	29%	30%	25%	32%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

206 217 m² en surface de vente

➤ 28% en centre-ville (58 111 m²)

33% en 2000

➤ 72% en périphérie (148 106 m²)

67% en 2000

	AX	FOIX	LAVELANET	LAROQUE	LEZAT	MIREPOIX	PAMIERS	ST GIRONS	SAVERDUN	TARASCON	TOTAL
Centre	63%	32%	37%	28%	24%	53%	17%	37%	32%	32%	28%
Périph.	37%	68%	63%	72%	76%	47%	83%	63%	68%	68%	72%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

6181 actifs

➤ 72%, soit 4394 actifs, en commerce traditionnel et prestation de services (1584 étcs)

76% en 2000

➤ 28%, soit 1787 actifs en GMS (137 étcs)

24% en 2000

4.1.4 COMMERCES ET SERVICES EN ZONE RURALE

29% de l'appareil commercial & de services est implanté en zone rurale et communes de - de 2000 habitants

En 2004

263 commerces de détail

9 GMS

459 prestataires de services

<i>(*) en nombre d'éts</i>	1997	2000	2004	Evol. 2000/04	Evol. 1997/2004
AX LES THERMES	22	22	24	9,1%	9,1%
LABASTIDE DE SEROU	25	25	22	-12,0%	-12,0%
LES CABANNES	44	40	38	-5,0%	-13,6%
FOIX RURAL	44	44	48	9,1%	9,1%
LAVELANET	51	55	54	-1,8%	5,9%
QUERIGUT	9	13	8	-38,5%	-11,1%
TARASCON	38	40	37	-7,5%	-2,6%
VICDESSOS	24	16	16	0,0%	-33,3%
LE FOSSAT	37	35	35	0,0%	-5,4%
LE MAS D'AZIL	61	57	56	-1,8%	-8,2%
MIREPOIX	44	50	51	2,0%	15,9%
PAMIERS	26	31	28	-9,7%	7,7%
SAVERDUN	55	51	49	-3,9%	-10,9%
VARILHES	80	77	70	-9,1%	-12,5%
CASTILLON	43	40	38	-5,0%	-11,6%
MASSAT	25	24	28	16,7%	12,0%
OUST	68	67	69	3,0%	1,5%
STE CROIX VOLV.	16	13	12	-7,7%	-25,0%
ST GIRONS	28	24	23	-4,2%	-17,9%
ST LIZIER	31	29	25	-13,8%	-19,4%
TOTAL	771	753	731	-3%	-5,2%

Evolution des commerces et services en zone rurale

731 établissements

771 en 1997

- 5%

753 en 2000

- 3%

avec une baisse plus importante pour le commerce de détail : - 12%



**BAISSE DU
NOMBRE
D'ETABL.
du Secteur
COMMERCE de DETAIL**
-12% entre 1997 & 2004
- 8% entre 2000 et 2004

(*) en nombre d'éts	1997	2000	2004	Evol. 2000/04	Evol. 1997/2004
AX LES THERMES	6	6	6	0,0%	0,0%
LABASTIDE DE SEROU	11	11	10	-9,1%	-9,1%
LES CABANNES	18	14	13	-7,1%	-27,8%
FOIX RURAL	13	13	14	7,7%	7,7%
LAVELANET	20	21	21	0,0%	5,0%
QUERIGUT	4	5	2	-60,0%	-50,0%
TARASCON	10	9	7	-22,2%	-30,0%
VICDESSOS	9	7	6	-14,3%	-33,3%
LE FOSSAT	9	9	11	22,2%	22,2%
LE MAS D'AZIL	28	24	19	-20,8%	-32,1%
MIREPOIX	15	18	14	-22,2%	-6,7%
PAMIER	10	12	10	-16,7%	0,0%
SAVERDUN	32	29	25	-13,8%	-21,9%
VARILHES	33	32	28	-12,5%	-15,2%
CASTILLON	16	15	17	13,3%	6,3%
MASSAT	14	13	12	-7,7%	-14,3%
OUST	25	25	28	12,0%	12,0%
STE CROIX VOLV.	8	7	7	0,0%	-12,5%
ST GIRONS	10	8	8	0,0%	-20,0%
ST LIZIER	9	8	5	-37,5%	-44,4%
TOTAL	300	286	263	-8,0%	-12,3%

(*) en nombre d'éts	1997	2000	2004	Evol. 2000/04	Evol. 1997/2004
AX LES THERMES	5	5	5	0,0%	0,0%
LABASTIDE DE SEROU	8	7	7	0,0%	-12,5%
LES CABANNES	11	8	7	-12,5%	-36,4%
FOIX RURAL	11	11	11	0,0%	0,0%
LAVELANET	13	14	14	0,0%	7,7%
QUERIGUT	4	5	2	-60,0%	-50,0%
TARASCON	6	6	4	-33,3%	-33,3%
VICDESSOS	6	5	4	-20,0%	-33,3%
LE FOSSAT	8	8	10	25,0%	25,0%
LE MAS D'AZIL	14	14	13	-7,1%	-7,1%
MIREPOIX	14	15	14	-6,7%	0,0%
PAMIER	10	11	10	-9,1%	0,0%
SAVERDUN	12	13	13	0,0%	8,3%
VARILHES	17	17	12	-29,4%	-29,4%
CASTILLON	15	14	14	0,0%	-6,7%
MASSAT	13	11	10	-9,1%	-23,1%
OUST	16	14	14	0,0%	-12,5%
STE CROIX VOLV.	6	6	6	0,0%	0,0%
ST GIRONS	7	5	5	0,0%	-28,6%
ST LIZIER	6	5	4	-20,0%	-33,3%
TOTAL	202	194	179	-7,7%	-11,4%

**dont COMMERCES
ALIMENTAIRES**

**-11% entre 1997 & 2004
- 8% entre 2000 & 2004**

(*) en nombre d'étés	1997	2000	2004	Evol. 2000/04	Evol. 1997/2004
AX LES THERMES	16	16	18	12,5%	12,5%
LABASTIDE DE SEROU	14	14	12	-14,3%	-14,3%
LES CABANNES	26	26	25	-3,8%	-3,8%
FOIX RURAL	30	29	33	13,8%	10,0%
LAVELANET	31	34	33	-2,9%	6,5%
QUERIGUT	5	8	6	-25,0%	20,0%
TARASCON	27	30	29	-3,3%	7,4%
VICDESSOS	15	9	10	11,1%	-33,3%
LE FOSSAT	28	26	24	-7,7%	-14,3%
LE MAS D'AZIL	31	31	35	12,9%	12,9%
MIREPOIX	29	32	37	15,6%	27,6%
PAMIER	16	19	18	-5,3%	12,5%
SAVERDUN	23	22	23	4,5%	0,0%
VARILHES	41	41	38	-7,3%	-7,3%
CASTILLON	27	25	21	-16,0%	-22,2%
MASSAT	11	11	16	45,5%	45,5%
OUST	43	42	41	-2,4%	-4,7%
STE CROIX VOLV.	8	6	5	-16,7%	-37,5%
ST GIRONS	18	16	15	-6,3%	-16,7%
ST LIZIER	22	21	20	-4,8%	-9,1%
TOTAL	461	458	459	0,2%	-0,4%



**ALORS QUE
LE Secteur
des SERVICES
SE MAINTIENT**

(*) en nombre d'étés	1997	2000	2004	Evol. 2000/04	Evol. 1997/2004
AX LES THERMES	13	14	15	7,1%	15,4%
LABASTIDE DE SEROU	10	9	6	-33,3%	-40,0%
LES CABANNES	14	17	13	-23,5%	-7,1%
FOIX RURAL	12	11	14	27,3%	16,7%
LAVELANET	18	17	20	17,6%	11,1%
QUERIGUT	4	5	3	-40,0%	-25,0%
TARASCON	19	20	19	-5,0%	0,0%
VICDESSOS	7	5	8	60,0%	14,3%
LE FOSSAT	11	10	10	0,0%	-9,1%
LE MAS D'AZIL	12	14	14	0,0%	16,7%
MIREPOIX	21	24	23	-4,2%	9,5%
PAMIER	8	8	8	0,0%	0,0%
SAVERDUN	8	8	8	0,0%	0,0%
VARILHES	11	11	13	18,2%	18,2%
CASTILLON	18	18	15	-16,7%	-16,7%
MASSAT	9	9	11	22,2%	22,2%
OUST	29	29	30	3,4%	3,4%
STE CROIX VOLV.	5	3	2	-33,3%	-60,0%
ST GIRONS	11	10	9	-10,0%	-18,2%
ST LIZIER	11	11	10	-9,1%	-9,1%
TOTAL	251	253	251	-0,8%	0,0%

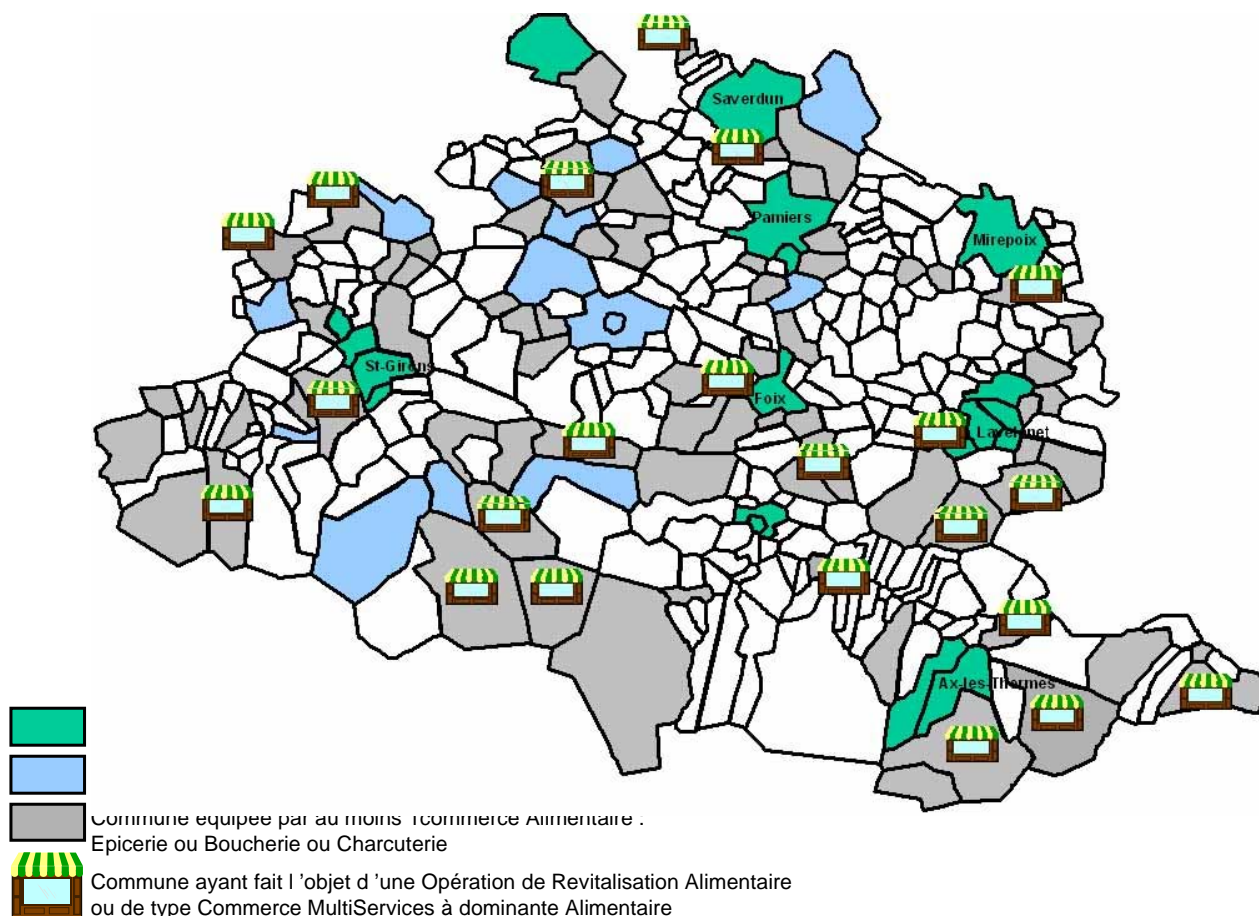
dont CHR

4.1.5 LA DESSERTE ALIMENTAIRE DES COMMUNES RURALES

*Source : Chambre de Commerce et d 'Industrie de l 'Ariège
enquête auprès des Collectivités Locales réalisée en2004*

- * Equipement des communes en commerces alimentaires de 1e nécessité
- * Tournées

Equipped des communes en commerces alimentaires de 1^e nécessité



Niveau d'équipement commercial des communes de - de 2000 habitants :

- * 21 % sont équipées d'au moins 1 alimentation générale
- * 13 % sont équipées d'au moins 1 boulangerie pâtisserie
- * 4 % sont équipées d'au moins 1 boucherie charcuterie

75 communes rurales (1 commune sur 4) sont dotées d'un commerce de première nécessité sur place.

22 d'entre elles ont bénéficié d'une opération de revitalisation faisant appel à des fonds publics pour créer ou moderniser un commerce multiservices.

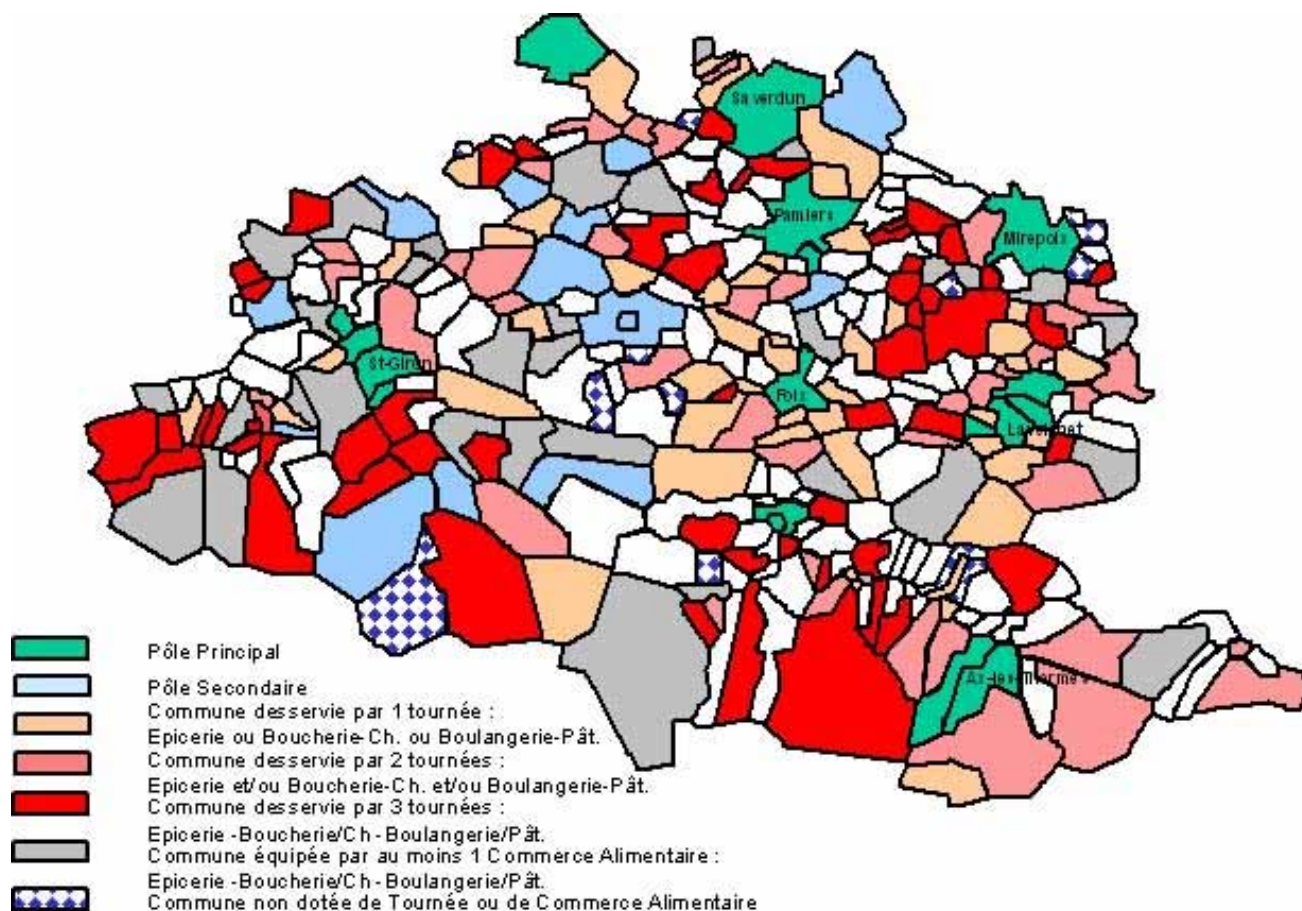
Les Opérations de Revitalisation Commerciale « Commerces MultiServices »

27 Opérations réalisées de 1979 à 2004 dont 25 toujours en activité
(fermeture des Alimentations de Moulis et Soueix)



ALIMENTATION	BOULANGERIE		COMMERCE MULTI SERVICE		STATION SERVICE	
	REALISES	PROJET(S) 2005	REALISES	PROJET(S) 2005	REALISES	PROJET(S) 2005
15 Points de vente	4 Points de vente	1 Point de vente	6 Points de vente	4 Points de vente	2 Points de Distribution	1 Point de Distribution
Ercé, Moulis, Montségur, Ustou, Fougax, Les Cabannes, Mérens, Montégut PI, Quérigut, St Paul de J, Sorgeat, St Pierre de R, Villeneuve d'O, Le Vernet, Soueix	Fabas La B de Bousignac St Quirc Boussenac	Les Pujols	Quérigut Aulus Betchat Bonac Irazein Orlu Carla Bayle Ferrières	Moulis Rieux de Pelleport St Martin d'Oydes	Le Mas d'Azil Les Cabannes	Massat

Communes desservies par au moins 1 tournée alimentaire

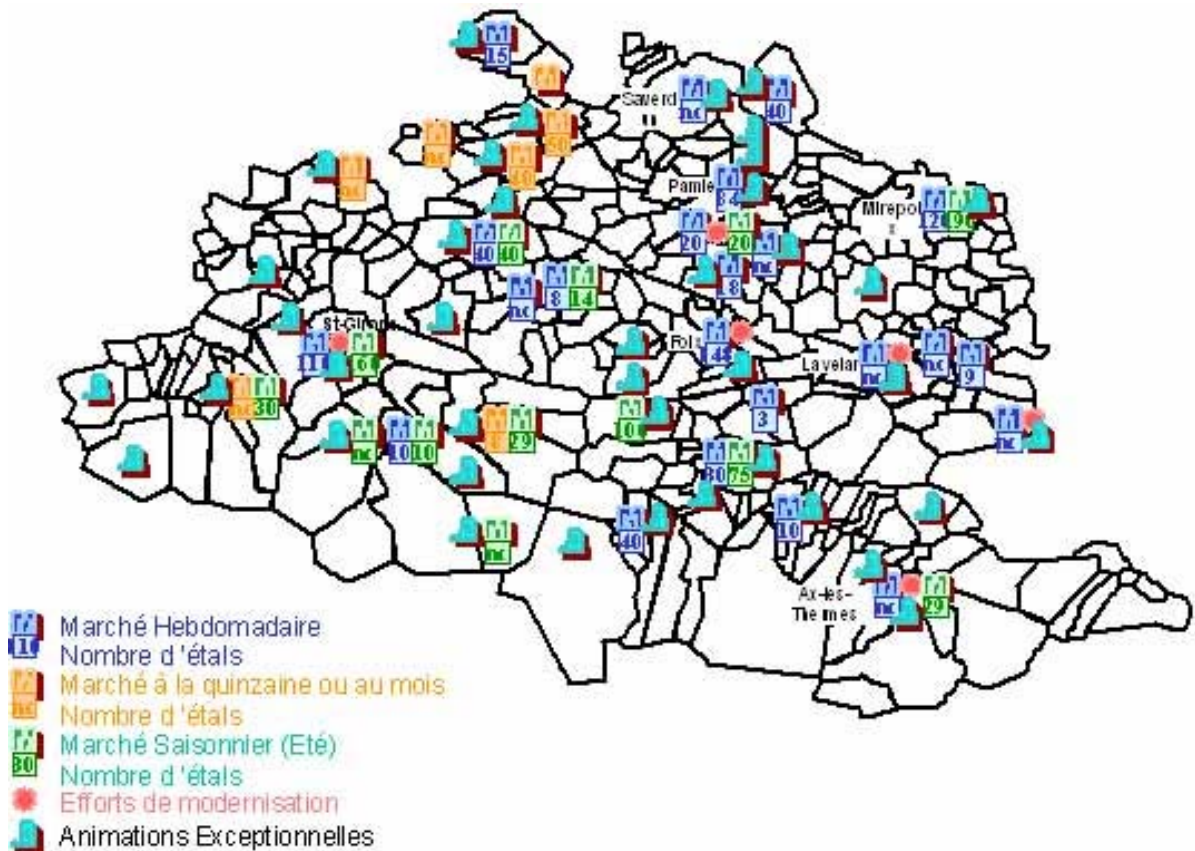


Fréquence de la desserte des Communes Rurales dépourvues de commerce alimentaire sur place

BOULANGERIE		BOUCHERIE CHARCUTERIE		EPICERIE	
	Nb Cnes	% Cnes du dept		% Cnes du dept	
	desservies	desservies	desservies	desservies	desservies
1 fois	8	3,1%	1 fois	88	33,8%
2 fois	41	15,8%	2 fois	45	17,3%
3 fois	38	14,6%	3 fois	11	4,2%
4 fois	12	4,6%	4 fois	0	0,0%
5 fois	17	6,5%	5 fois	1	0,4%
6 fois	44	16,9%	6 fois	0	0,0%
ts les jours	36	13,8%	ts les jours	1	0,4%
75% communes du dept desservies		52% communes du dept desservies		49% communes du dept desservies	

Bonne desserte des communes rurales par tournées alimentaires puisque seulement 12 communes ne seraient pas dotées de ce service itinérant

4.1.6 FOIRES ET MARCHES



	Nb communes	Communes organisant un marché		Marchés principaux	Capacité p/ cne (en nb d'étals)
Portes d'Ariège	62	12	19,4%	Pamiers / Mazères / Saverdun	84 / 40 / 40
Pays de Foix Hte Ariège	119	8	6,7%	Ax les Thermes / Foix / Tarascon	55 / 148 / 40
Couserans	95	8	8,4%	St Girons	160
Pyrénées Cathares	56	5	8,9%	Lavelanet / Mirepoix	95 / 190
Département	332	33	9,9%		852

Marchés secondaires	Capacité p/ cne (en nb d'étals)
Vicdessos / Varilhes	40 / 18
Castillon / Massat / La Bast. Sérou	30 / 29 / 14
	131

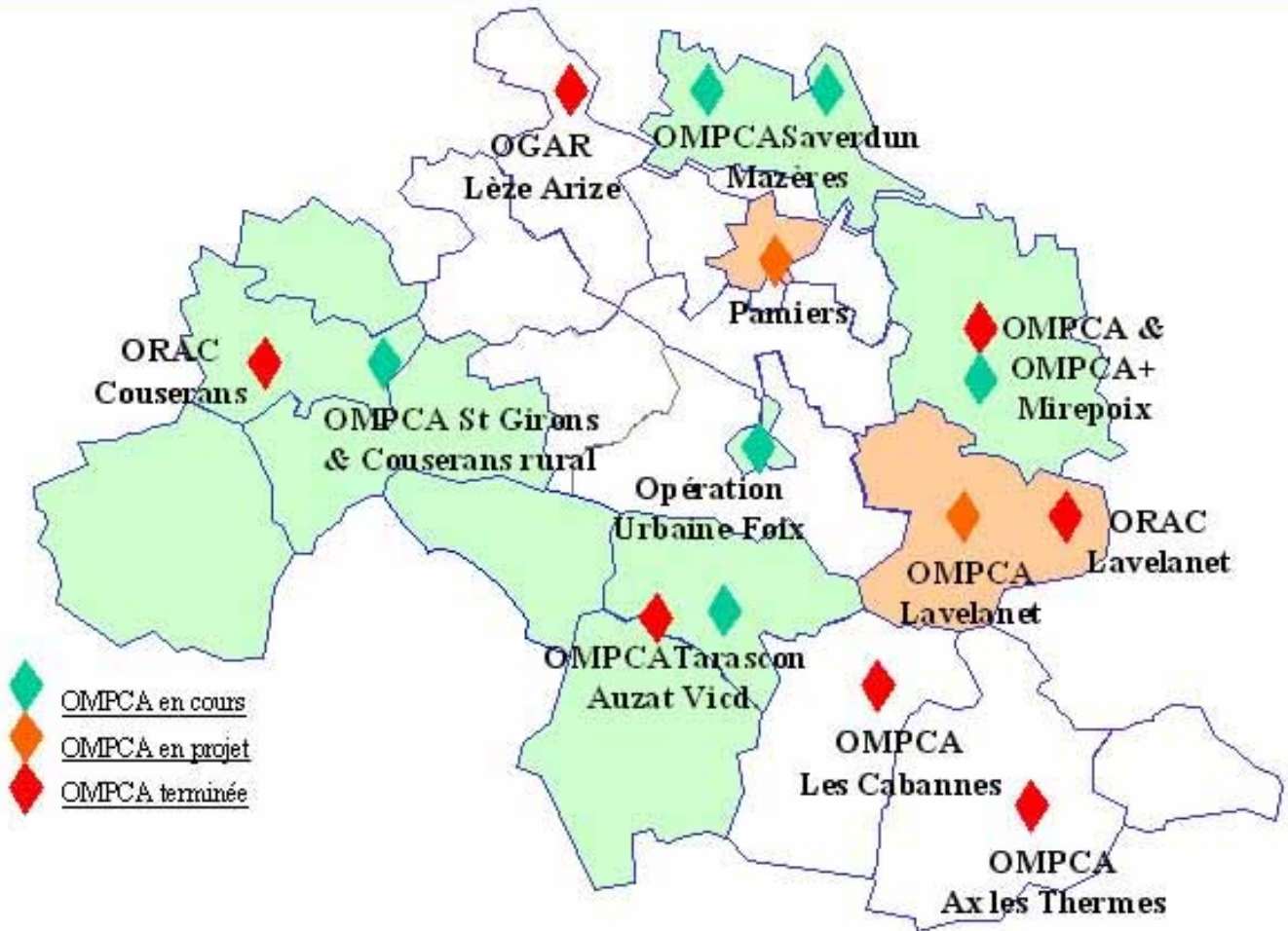
33 communes organisent un marché

Marchés les plus importants en nombre d'étals :
MIREPOIX ST GIRONS FOIX

6 communes ont réalisé des travaux de modernisation de mise aux normes

Une quarantaine de Marchés ou Foires à animations « exceptionnelles » sur l'année

4.1.7 OPÉRATIONS DE REVITALISATION COMMERCIALE DE PÔLE (OMPCA)



De nombreuses opérations ont été menées :

- les ORAC **ST GIRONS** et **LAVELANET** dans les années 1990
- l'OGAR **LEZE** et **ARIZE** (années 1990)
- les Opérations CŒUR DE PAYS ou OMPCA
PAMIERS, MIREPOIX, AX LES THERMES, TARASCON, LES CABANNES

Sont en cours

- les OMPCA de **MAZERES SAVERDUN, FOIX, ST GIRONS** et le Couserans
- en projet : OMPCA de **TARASCON** et Vallées d'Auzat Vicdessos,
LAVELANET et le Pays d'Olmes
- à l'étude : **Opération Urbaine de PAMIERS** (pour 2006)

4.1.8 L'OFFRE HÔTELIÈRE

Source : Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ariège & Comité Départemental du Tourisme

HOTELS	en 2001			en 2004		
	Ariège		Midi Pyrénées	France	Ariège	
0 étoile / Non homologué & ECC	23	25,6%	12,7%	11,8%	21	23,6%
1 étoile	14	15,6%	14,5%	10,5%	8	9,0%
2 étoiles	46	51,1%	54,5%	54,3%	48	53,9%
3 étoiles	7	7,8%	16,5%	19,6%	11	12,4%
4 étoiles et luxe	0	0,0%			1	1,1%
Total	90				89	

Stabilité de l'offre globalement mais une évolution favorable en terme de modernisation

	Ariège	
	2001	2004
Nombre de chambres	1384	1302
Nombre de chambres / Etablissement	15.5	15.6
Etablissements à vendre	23	15
Etablissements fermés	10	6
Nombre d'établissements repris (2001/2004)	/	20



Baisse de la capacité en nombre de chambres



Augmentation de la qualité des équipements

- d'hôtels non homologués ou 1*

+ d'hôtels 2** & 3*** avec création d'un 4 ****



Amélioration du problème de la transmission d'entreprise

23 établissements à céder en 2001

contre 15 en 2004

mais bon nombre d'établissements nouvellement repris

entre 2001 et 2004 : 20

Démarche(s) Qualité

Restaurateurs de France _____ **9 établissements + 2 en cours**

Hôtellerie de Charme et de Caractère **3 établissements + 1 en cours**

Disparition d'1 établissement

(Le Castrum - Villeneuve d'Olmes)

Projets de création en cours

_____ 1 établissement 4 ****

1 établissement 3 ***

5 établissements 2 **

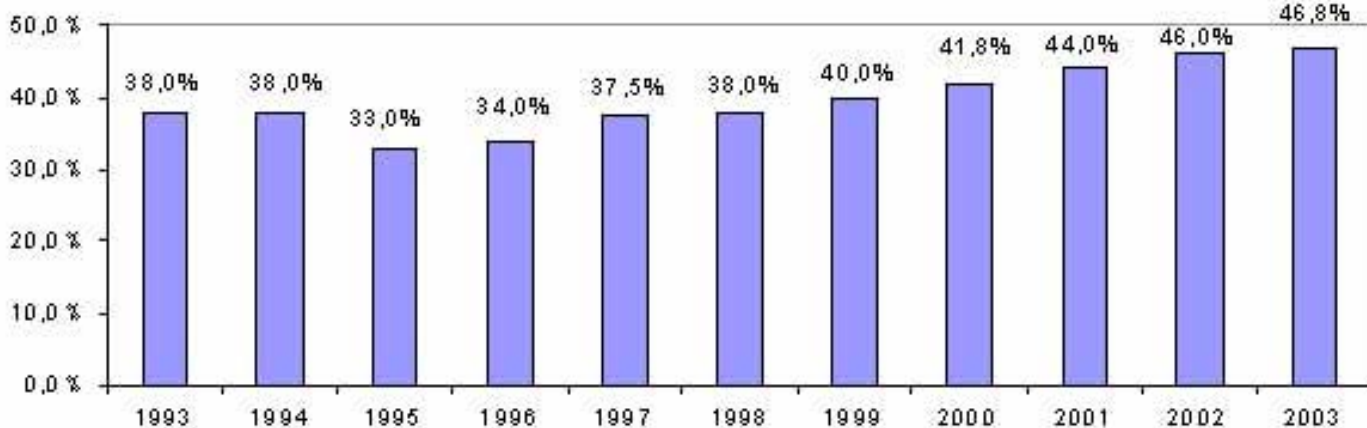
Prévision de 149 chambres supplémentaires

Fréquentation de l'Hôtellerie ariégeoise en 2003

Taux d'occupation moyen

2001	2002	2003
43,9%	45,8%	46,8%

Evolution du taux d'occupation moyen



Taux d'occupation par catégorie

Tourisme sans *	1 *	2 *	3 *
45,0%	46,0%	46,5%	51,6%

**Taux d'occupation < 50% en progression
avec un meilleur taux pour les 3*****

Fréquentation des hôtels par mois

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Taux d'occup.	33,2	44,6	38,8	36,3	41,2	48,1
Nuitées	14 228	23 455	21 466	19 024	26 046	28 688
% d'étrangers	18	14,9	10,9	20,6	14,8	22,4

	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Taux d'occup.	59,7	71,8	55,5	42,5	37,4	35,7
Nuitées	41 650	52 922	36 648	22 199	13 842	13 945
% d'étrangers	21,6	17,1	20	20,3	16,9	14,3

Coefficient de remplissage

2001	2002	2003
1,6%	1,6%	1,6%

Durée moyenne de séjour dans les établissements

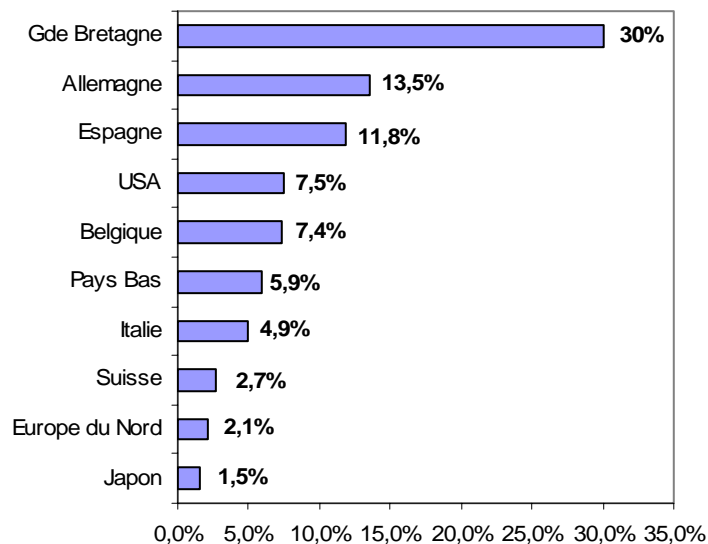
2001	2002	2003
1,8 jour	1,8 jour	1,8 jour

Part de la clientèle d'affaires

2001	2002	2003
26,0%	30,0%	34,0%

Part de la clientèle étrangère

2001	2002	2003
16,5%	20,3%	18,2%



4.1.9 EQUIPEMENT CINEMATOGRAPHIQUE

Le département de l'Ariège est équipé de

10 cinémas représentant 11 salles pour un total de 2650 places

A noter également la présence d'un cinéma itinérant qui dessert 16 villages d'Ariège

Les villages adhérents :

- Pays de Foix-Haute Ariège : Montouliou (Ginabat), Montégut-Plantaurel.
- Pays des Pyrénées Cathares : La Bastide sur l'Hers, Dun.
- Pays des Portes de l'Ariège : Mas d'Azil, Artigat.
- Pays du Couserans : Aulus les Bains, la Bastide de Sérou, Cadarcet, Castelnau Durban, Castillon en Couserans, Loubens, Le Massat, Rimont, Seix et Sentein.

PAYS DES PORTES D'ARIEGE		
COMMUNES	ENSEIGNE	CAPACITE
MAZERES	LE REX	1 salle / 182 places
SAVERDUN	Centre Multimédia	1 salle / 186 places
PAMIERS	LE REX	2 salles / 170 et 116 places
TOTAL		4 salles / 654 places
PAYS DES PYRENEES CATHARES		
COMMUNES	ENSEIGNE	CAPACITE
MIREPOIX	Espace Culturel	1 salle / 106 places
LAVELANET	Casino	1 salle / 400 places
TOTAL		2 salles / 506 places
PAYS DU COUSERANS		
COMMUNES	ENSEIGNE	CAPACITE
SAINT GIRONS	Max Linder	1 salle / 298 places
TOTAL		1 salle / 298 places
PAYS DE FOIX HAUTE ARIEGE		
COMMUNES	ENSEIGNE	CAPACITE
FOIX	LE REX	1 salle / 140 places
FOIX	L'Estive	1 salle / 450 places
TARASCON	Centre Multimédia	1 salle / 202 places
AX LES THERMES		1 salle / 400 places
TOTAL		4 salles / 1192 places

4.2 LA DEMANDE COMMERCIALE

Analyse réalisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ariège

Présentée à partir de l'Etude de l'Evolution des Flux de Consommation sur l'ensemble du département et sur la période 1996 - 2004 avec une Analyse à l'échelle du département des 4 Pays et selon les principaux pôles commerciaux

METHODE

Evolution calculée sur la base de l'enquête 1996 et de l'enquête d'Octobre 2004

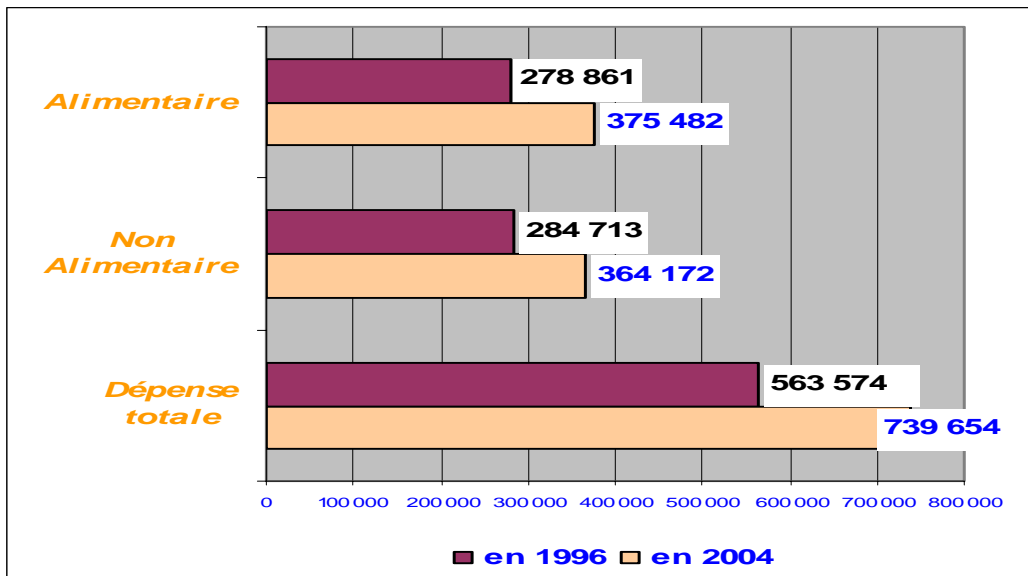
**Exploitation des données INSEE 1996 / Enquête 1996
et INSEE 2003 / Enquête 2004**

**Analyse des évolutions sur 8 ans fondée sur postulat :
IDC constants entre les 2 enquêtes**

Les données pour l'enquête 2004 tiennent compte d'une projection des ménages à fin 2003 basée sur l'évolution des permis de construire 1990 / 1999 / 2003

Répartition de la Dépense commercialisable de la zone d'enquête

	en 2004		en 1996		Variation 96/2004	
	Dépense Commercialisable en euros	Répartition en %	Dépense Commercialisable en euros	Répartition en %	en Valeur	en%
Alimentaire	375 482 281	50,8%	278 860 999	49,5%	96 621 282	34,6%
Non Alimentaire (*)	364 171 710	49,2%	284 713 362	50,5%	79 458 348	27,9%
TOTAL	739 653 991		563 574 361		176 079 630	31,2%



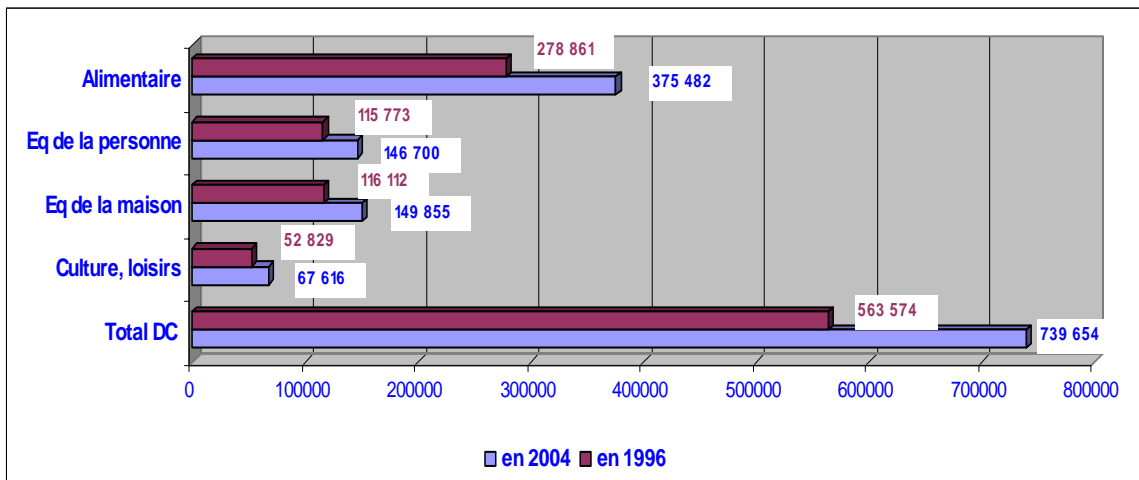
En milliers d'euros

Une augmentation de 31,2% de la dépense commercialisable, soit + de 176 millions d'euros avec 1/3 lié à l'évolution des prix et 2/3 à un accroissement du volume

L'Alimentaire connaît une progression de 34,6%
le Non Alimentaire de 27,9%

Répartition de la dépense commercialisable de la zone d'enquête par famille de produits

Famille	en 2004		en 1996	
	TOTAL	%	TOTAL	%
1-Alimentaire	375 482 281	50,8%	278 860 999	49%
2-Eq de la personne	146 700 077	19,8%	115 772 661	21%
3-Eq de la maison	149 855 264	20,3%	116 111 680	21%
4-Culture, loisirs	67 616 369	9,1%	52 829 021	9%
<i>Total</i>	<i>739 653 991</i>	<i>100,0%</i>	<i>563 574 361</i>	<i>100%</i>



En milliers d'euros

**Une augmentation importante pour l'ensemble des 4 secteurs
avec par ordre décroissant**

- 34.6 % Alimentaire**
- 29 % Equipement de la Maison**
- 28 % Culture Loisirs**
- 26.7 % Equipement de la Personne**

**Toutefois la répartition de la dépense commercialisable
par famille de produits reste stable.**

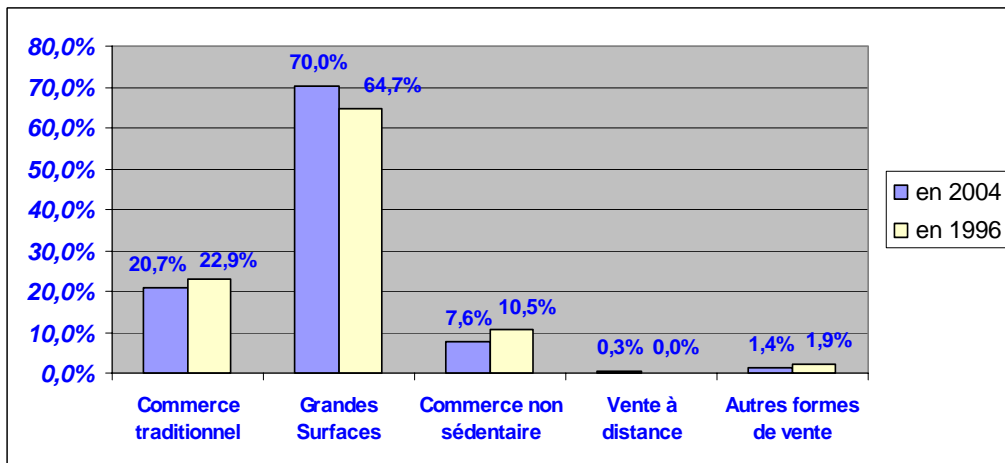
Répartition de la dépense commercialisable de la zone d'enquête par forme de vente et par secteur alimentaire et non alimentaire (*)

Forme de vente	en 2004		en 1996		Variation 1996/2004 en volume	
	Alimentaire en euros	Non alimentaire en euros	Alimentaire en euros	Non alimentaire en euros	Alimentaire	Non Alimentaire
Commerce traditionnel	77 691 649	98 492 227	63 781 396	112 816 959	21,8%	-12,7%
Grandes Surfaces	262 896 110	232 292 873	180 286 509	138 355 741	45,8%	67,9%
Commerce non sédentaire	28 390 992	5 148 446	29 414 556	6 918 460	-3,5%	-25,6%
Vente à distance	1 171 368	17 426 970	3 766	22 659 120	non significatif	-23,1%
Autres formes de vente	5 332 162	10 811 194	5 374 771	3 963 083	-0,8%	172,8%
TOTAL	375 482 281	364 171 710	278 860 998	284 713 363	34,6%	27,9%

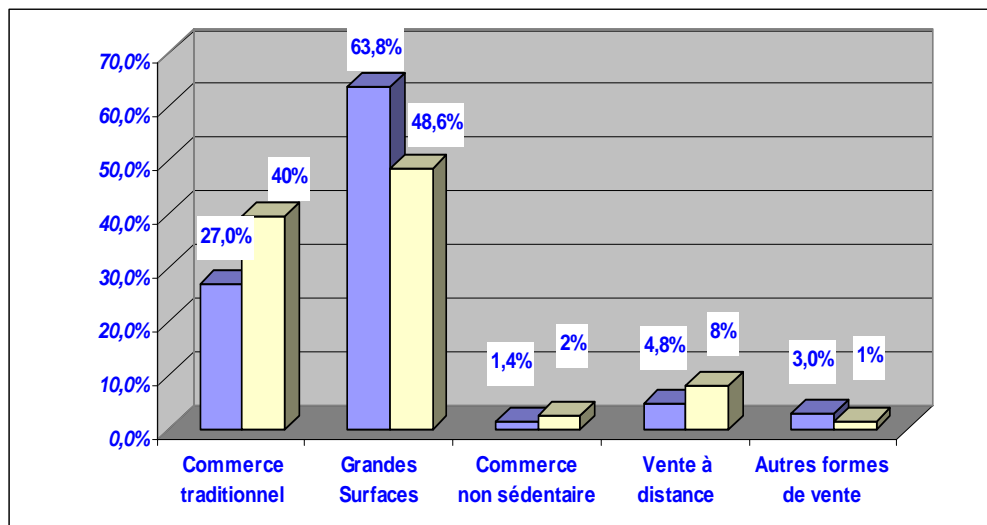
(*) NON ALIMENTAIRE=Équipement de la Personne, Équipement de la Maison, Culture & Loisirs

Evolution des parts de marché par forme de vente

ALIMENTAIRE



NON ALIMENTAIRE



Le commerce traditionnel perd 4.5% de parts de marché en alimentaire et 32.5% en non alimentaire, passant respectivement de 22% et 40% en 1996 à 21% et 27% en 2004.

Par contre, s'il connaît une diminution de la dépense commercialisable de 14.8% en non alimentaire, cette dernière progresse de 21.8% en alimentaire.

Parallèlement, la grande distribution connaît une augmentation tant en matière de dépense commercialisable que de parts de marché. Ainsi elle voit sa part de marché passer de 65% à 70% (+7.7%) en alimentaire et de 49% à 64% (+30.6%) en non alimentaire.

Parallèlement, les dépenses relatives à ce type de distribution progressent de 45.8% en alimentaire et 67.9% en non alimentaire avec des variations de 9 à 10 fois supérieures pour l'hypermarché par rapport au supermarché :

Alimentaire	+20.5 % contre +194%
Non alimentaire	+12.2 % contre +128%

Inversement, les parts de marché du commerce non sédentaire régressent de 27.3% en alimentaire (8% contre 11%) et 30% en non alimentaire (1.4% contre 2%). Cette baisse se conjugue avec une diminution de la dépense commercialisable de -3.5% en alimentaire et -25.6% en non alimentaire.

La vente à distance, qui en 2004 représente 0.3% en alimentaire et 4.8% en non alimentaire, connaît un recul de 23.1% de la dépense commercialisable essentiellement dans le secteur non alimentaire. Sa part de marché dans ce secteur est en diminution de 37.5%, passant de 8% en 1996 à 4.8% en 2004.

DEPENSE COMMERCIALISABLE PAR FAMILLE DE PRODUITS

4 familles : Alimentaire

Non Alimentaire

Equipement de la Personne

Equipement de la Maison

Culture Loisirs

Selon les IDC :

Les ménages de la zone dépensent un peu moins que la moyenne nationale :

98% en Alimentaire

88% en Non Alimentaire dont 85% en Culture Loisirs

DEPENSE COMMERCIALISABLE DE LA ZONE D 'ENQUETE

en 2004

740 000 000 €

+ 31%

en 1996

563 500 000 €

dont Alimentaire

en 2004

375 000 000 €

+ 34.6%

en 1996

279 000 000 €

Non Alimentaire

en 2004

365 000 000 €

+ 28%

en 1996

284 000 000 €

L 'augmentation de + 31% de la dépense commercialisable est expliquée par
le nombre de ménages + 11% (70 900 en 2004 contre 63 700)
et l 'inflation sur la période + 12%

DEPENSE COMMERCIALISABLE PAR FORME DE VENTE

Evolution pendant la période avec

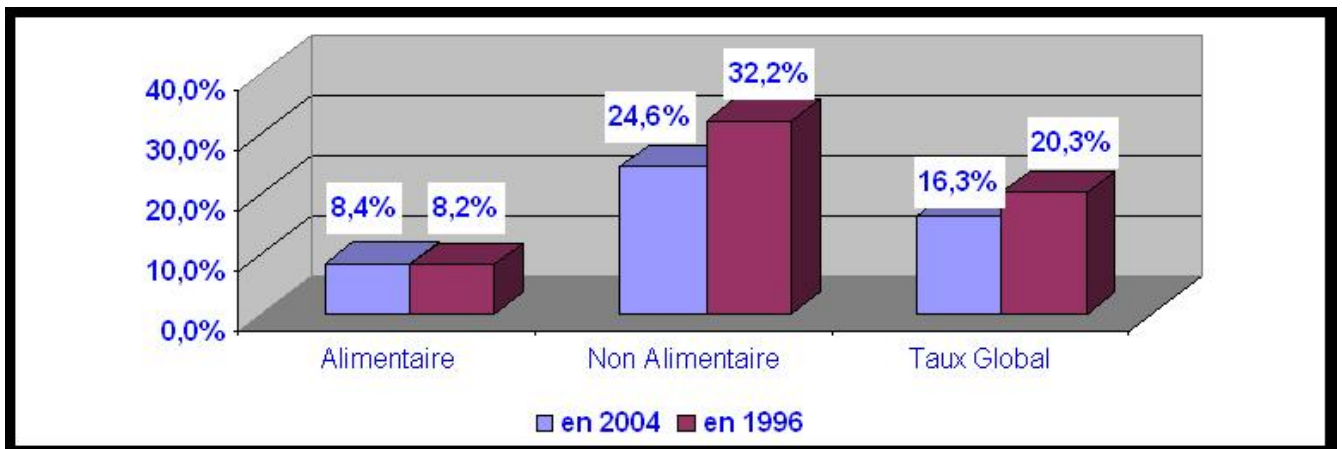
**Augmentation significative de la part de marché
des Hypermarchés et Grandes Surfaces spécialisées**

**au détriment du commerce traditionnel, des supermarchés et
du commerce non sédentaire**

Destination de la dépense commercialisable de la zone d'enquête et Evaluation de l'évasion commerciale

en valeur	en 2004			en 1996		
	Alimentaire	Non Alimentaire	TOTAL	Alimentaire	Non Alimentaire	TOTAL
Répartition de la dépense commercialisable						
Zone d'enquête	344 109 025	274 699 141	618808166	255 914 548	193 155 155	449 069 703
Evasion	31 373 256	89 472 569	120845825	22 946 452	91 558 207	114 504 659
Total	375 482 281	364 171 710	739653991	278 861 000	284 713 362	563 574 362

Part de l'évasion commerciale



Le taux d'évasion en 2004 par rapport à 1996 est réduit de 4 points et est ramené de 20,3% à 16,3%

Le montant de l'évasion est égal à 121 millions d'euros contre 114,5 millions en 1996 de la dépense commercialisable de la zone.

Les tendances :

* l'évasion en alimentaire reste faible et stable : 8,2% contre 8,4%

(elle se situe toujours en deçà de la part incompressible de 10%)

* par contre la part non alimentaire passe de 32,2% à 24,6% (-7,6%) avec :

une diminution de 11 points pour l'équipement de la personne (26% contre 37%)

8 points pour l'équipement de la maison (21% contre 29%)

3 points pour la culture loisirs (27% contre 30%)

Evasion en Alimentaire

Faible 8.2 % Stable : 8.4 % en 1996
De nature incompressible car < 10%

Evasion en Non Alimentaire

24.6% en 2004 contre 32.2% en 1996 - 7.4%
- 11 points en Equipement de la Personne
- 8 points en Equipement de la Maison
- 3 points en Culture Loisirs

Principales Destinations de l'Evasion

Haute Garonne 7% de la dépense commercialisable 2004 contre 11% en 1996
Vente à distance 3% en 2004 contre 4% en 1996

CHIFFRE D 'AFFAIRES PAR PAYS

2 points essentiels

- 1) Ecart importants de croissance Chiffre d 'Affaires en fonction des Pays
+ 47% en Portes d 'Ariège
+ 12% en Couserans et Pyrénées Cathares
- 2) Pays Portes d 'Ariège = locomotive économique du département
avec 44% du CA du département 2004 contre 39% en 1996
(+ 5 points de parts de marché)

CHIFFRE D 'AFFAIRES PAR POLE DU DEPARTEMENT

Prépondérance de PAMIERS affirmée avec un CA augmenté
de près de 70%

Renforcement du Pôle de FOIX avec une croissance forte : + 50%
+ important que celui de ST GIRONS alors qu 'en 1996,
les 2 pôles avaient un CA comparable

Bonne croissance de LEZAT

Stagnation de LAROQUE D 'OLMES et SAVERDUN

Autres pôles : croissance de 20% égale à l 'inflation et en corrélation
avec l 'augmentation de la population

Partie 5

Analyse Prospective

5.1 ARIEGE 2020

(propositions extraites du Projet du Conseil Général de l'Ariège « ARIEGE 2020 », document d'orientation pour le département et de référence pour les acteurs publics et privés)

Assurer le développement des potentiels démographiques et économiques équilibrés

☒ poursuivre la croissance démographique par un apport migratoire

Objectif horizon 2020 : 150 000 habitants

☒ mettre en œuvre une nouvelle attractivité du département par les activités d'emploi et l'amélioration du cadre de vie pour permettre aux jeunes d'y rester

Développer une économie innovante et ouverte

Appuyer le développement ariégeois sur une armature urbaine forte et un développement solidaire de tout le territoire en associant les milieux urbains et ruraux dans l'objectif général de cohésion territoriale et sociale

Structurer des zones d'attractivité selon un schéma de complémentarité

☒ accompagner une agglomération (Bassin Foix Pamiers)

☒ favoriser une armature dynamique des centres urbains (St Girons, Mirepoix Laroque d'Olmes, Lavelanet)

☒ redynamiser des bassins industriels historiques (Tarascon Auzat Vicdessos, Pays d'Olmes)

☒ renforcer le partenariat productif des savoir-faire locaux

☒ soutenir l'agriculture de qualité

Partager l'urbanisation sur l'ensemble du département

☒ diversifier l'offre de logement / économie résidentielle

☒ organiser l'offre de services aux ménages

en structurant des zones de services attractives à proximité des agglomérations ariégeoises

Pistes d'actions préconisées pour le secteur Commerce et Services

a) structurer les zones commerciales et de services hors centre-ville et en zone rurale à partir d'un schéma d'aménagement du territoire ariégeois, et d'une politique cohérente sur les zones commerciales d'implantation, pour les rendre attrayantes et bien organisées

b) revitaliser le tissu commercial des centres urbains :

. en définissant une charte territoriale des services aux personnes,

. en disposant d'une offre commerciale en centre ville ou périphérie urbaine

suffisante en quantité et en qualité (poursuite des opérations de revitalisation OMPCA)

Des réflexions...

Des préconisations

5.2 COMMERCE ET TERRITOIRE : un enjeu de société ?

Synthèse des travaux réalisés par la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de MIDI PYRENEES en collaboration avec les CCI départementales à partir du document « Rapport sur le Commerce » rédigé en Juillet 2004 qui sera examiné par le Comité Economique et Social Régional

Les enjeux

1) Revaloriser l'image du commerce

(sans rentrer dans l'opposition petit commerce / grande surface mais en valorisant l'attractivité du commerce rural et de centre-ville et la notion de service de proximité)

2) Considérer le commerce comme outil de développement local en tant que :

- ↗ créateur continu d'emploi
- ↗ outil de désenclavement en zone rurale
- ↗ élément structurant de la ville
- ↗ créateur de lien social
- ↗ outil promotionnel et d'animation de la ville
- ↗ loisir

3) Répondre à une nouvelle logique du développement du Commerce

en prenant conscience que nous sommes passés d'un commerce de détail où le consommateur était individualisé et fidèle à un commerce de masse avec un consommateur anonyme et volage

Les grands chantiers auxquels est confronté le commerce au plan national et local

→ La réactivation du cœur de ville

(accueil de nouvelle population, politique du logement, politique d'accessibilité et stationnement, politique de valorisation de l'aspect physique des villes)

→ Le Maintien du tissu rural

en dotant la zone rurale et de montagne d'équipements commerciaux et de services adaptés et modernes (politique des commerces multiservices) - cf en Annexe les actions menées en Ariège

→ Le nouveau cadre de politique d'urbanisme en terme de :

. **Fiscalité** (politique de taxe professionnelle unique, mesures pour l'initiative économique pour la transmission reprise d'entreprise...)

. **Politique d'enseignes commerciales** (en faveur de l'implantation en centre-ville de « locomotives » attractives et d'enseignes à forte notoriété)

→ La cohérence territoriale

en s'accordant sur un diagnostic partagé à partir de l'observation de l'évolution de l'offre et de la demande commerciale

→ La concertation en matière d'animation et de gestion de l'environnement commercial

en encourageant la cohérence des missions des associations de commerçants et d'artisans, des OTSI, des comités de fêtes, ...

_____ en développant des dispositifs collectifs de gestion et d'animation à l'échelle des acteurs de la ville pour :

- . Dynamiser les associations de commerçants
- . Faire associer les grandes enseignes et les commerçants indépendants
autour d'opérations communes
- . Développer des services nouveaux
- . Organiser des évènements
- . Optimiser le fonctionnement de l'espace public
(propreté, sécurité, stationnement, ...)

→ la modernisation adaptation des entreprises et leur transmission/reprise

dans le cadre d'une politique renforcée par l'amélioration des dispositifs d'aides et d'accompagnement individuel et collectif (conseil, formation, ...)

5.3 DIVERS CONSTATS ET EVOLUTIONS PREVISIBLES DE L 'OFFRE

Les évolutions présentées ci-dessous sont constatées au plan national avec des impacts sur le tissu commercial du département à prévoir dans les années à venir

5.3.1 Le Développement du hard discount

Le hard discount apparaît au début des années 1990 et ne cesse de progresser dans le commerce alimentaire à l 'image de l 'Ariège où 9 établissements représentent 26% de la GMS alimentaire ariégeoise (avec un ratio de 49 m² / 1000 habitants, nettement supérieur à 37 m² en Midi Pyrénées et 35 m² en France).

Ce format se développera également dans le domaine non alimentaire avec de nouvelles surfaces spécialisées.

A noter qu 'en 2002, 62% des Français ont fait leurs achats au moins 1 fois dans un hard discount alimentaire alors qu 'ils n 'étaient que 38% à l 'avoir fait en 1998.

5.3.2 L 'émergence de la Web consommation : l 'e-commerce

On constate un accroissement significatif des ventes en ligne avec une augmentation de 54% en 2003 au plan national.

Des répercussions sont à envisager sur le commerce traditionnel qui a des difficultés à s 'adapter aux évolutions des comportements d 'achat des consommateurs qui sont déjà des internautes à hauteur de 45 % de la population française.

Le développement du haut débit et la sécurisation du paiement en ligne favoriseront cette tendance qui fera progresser la vente à distance (+ 8.5% de chiffre d 'affaires en 2003).

5.3.3 Des besoins accrus en mètres carrés

Les besoins en surface de vente sont en accroissement constant du fait non seulement de l 'élargissement des gammes de produits alimentaires et non alimentaires, de l 'évolution des techniques marchandes mais aussi de la recherche du confort, de l 'accueil et de la satisfaction de la clientèle.

Ce constat correspond autant à l 'évolution du commerce de périphérie que dans les centres anciens.

5.3.4 L 'attraction des centres-villes ariégeois pénalisée par l 'absence de « locomotives » et grandes enseignes spécialisées du commerce associé

Le regain d 'intérêt des enseignes nationales du commerce associé pour les centres-villes est constaté dans les grandes villes. Mais nos pôles commerciaux à zone de chalandise limitée attirent peu de nouvelles enseignes. Le maintien d 'un commerce indépendant dynamique de centre-ville passe par une meilleure présence des enseignes nationales à bonne attractivité.

5.3.5 Les difficultés du commerce de proximité

Tant pour le commerce rural qui souffre d 'une perte de ses effectifs et de ses parts de marché depuis plusieurs décennies que pour le commerce non sédentaire de marchés et de tournées qui est en difficulté, il est urgent de maintenir et amplifier les programmes de soutien afin de répondre aux enjeux liés à l 'aménagement du territoire, sans quoi les évolutions défavorables constatées se poursuivront, voire s 'accentueront.

Le commerce rural est confronté à un marché étroit et à des handicaps naturels qui, conjugués à des difficultés d 'approvisionnement et d 'adaptation, nuisent à sa compétitivité.

Partie 6

Propositions d 'Orientations en matière de développement commercial

A partir du diagnostic commercial, de l'analyse de la consommation locale et des divers constats et évolutions prévisibles présentées dans ce rapport, les orientations issues des travaux d'élaboration du Schéma de Développement Commercial de l'Ariège s'articulent sur les principes suivants :

- **Chercher l'équilibre et la diversité des activités sur le territoire ariégeois** tout en développant le commerce au-delà de l'opposition petit et grand commerce et en s'accordant sur un diagnostic partagé entre élus locaux, élus consulaires, représentants des professionnels et des consommateurs, à partir d'indicateurs et d'un Observatoire du Commerce et de la Consommation, en cohérence avec les travaux de l'ODEC.
- **Favoriser d'une part, une hôtellerie de qualité dans la logique des hôtels « de charme et de caractère »** dont les critères sont transversaux aux catégories de classement, lesquels critères se juxtaposent aux critères de classement Préfecture **et d'autre part, étudier le positionnement d'une hôtellerie à plus grande capacité d'hébergement** à proximité des axes majeurs de circulation et lieux à forte fréquentation touristique, ces projets devant attester d'une réelle stratégie commerciale de remplissage
- **Renforcer l'équipement commercial des pôles commerciaux de l'Ariège** selon les potentialités de développement en rapport avec les activités déficitaires ou à forte évasion en favorisant l'extension ou la création de commerces sans créer un déséquilibre avec l'offre existante
- **Améliorer l'armature commerciale des centres-villes :**
 - en favorisant la complémentarité avec les zones périphériques et l'amélioration de leurs liaisons routières
 - en maintenant une diversité des activités et l'équilibre entre les formes de distribution et en privilégiant notamment la réimplantation d'activités dans les secteurs de l'alimentaire et de l'équipement de la personne
 - en menant une politique globale de revitalisation et d'aménagement urbain de centre-ville prenant en compte les aspects habitat, logements sociaux, cadre de vie, patrimoine, transports en commun, plan de circulation, ... et tous les éléments qui participent à l'attractivité des centres anciens qui doivent garder de leur typicité et authenticité. Les programmes de revitalisation commerciale et artisanale participent à cette politique en complémentarité d'autres dispositifs comme les opérations façades, les OPAH... Ces programmes de type OMPCA devront être analysés avec un suivi évaluation en fin d'opération et les années suivantes. Ainsi, les avis pour les CDEC pourront prendre en compte ces résultats qui auront été obtenus grâce à l'intervention, des Pouvoirs Publics et Collectivités Locales dans le cadre des aides de revitalisation du commerce en cohérence avec la politique globale d'aménagement du territoire
- **Maîtriser l'extension ou la création de nouvelles activités hors des zones commerciales existantes** en menant une analyse critique projet par projet et non dans le cadre exclusif d'une réflexion sur l'aménagement global d'une nouvelle zone à créer
- **Veiller à la qualité architecturale des projets et à leur insertion paysagère** en s'appuyant sur l'article R 111-21 du Code de l'Urbanisme et sur l'instruction de la demande selon l'avis donné par la Direction Départementale de l'Équipement et formulé en fonction de l'impact du projet au regard notamment de la protection de l'environnement et de la qualité de l'urbanisme.
- **Sauvegarder le tissu commercial de proximité des villages et bourgs ruraux** et maintenir une desserte de produits de première nécessité dans les zones fragiles (tournées, points distribution de carburant ; commerces multiservices, ...)
- **Mener une politique volontariste de relance des foires et marchés généralistes** et à thèmes notamment en accompagnement de manifestations ou événementiels locaux ou départementaux ou ceux liés à des phénomènes touristiques

Gestion de fichier

